

tribune socialiste

n° 723 — 4 F

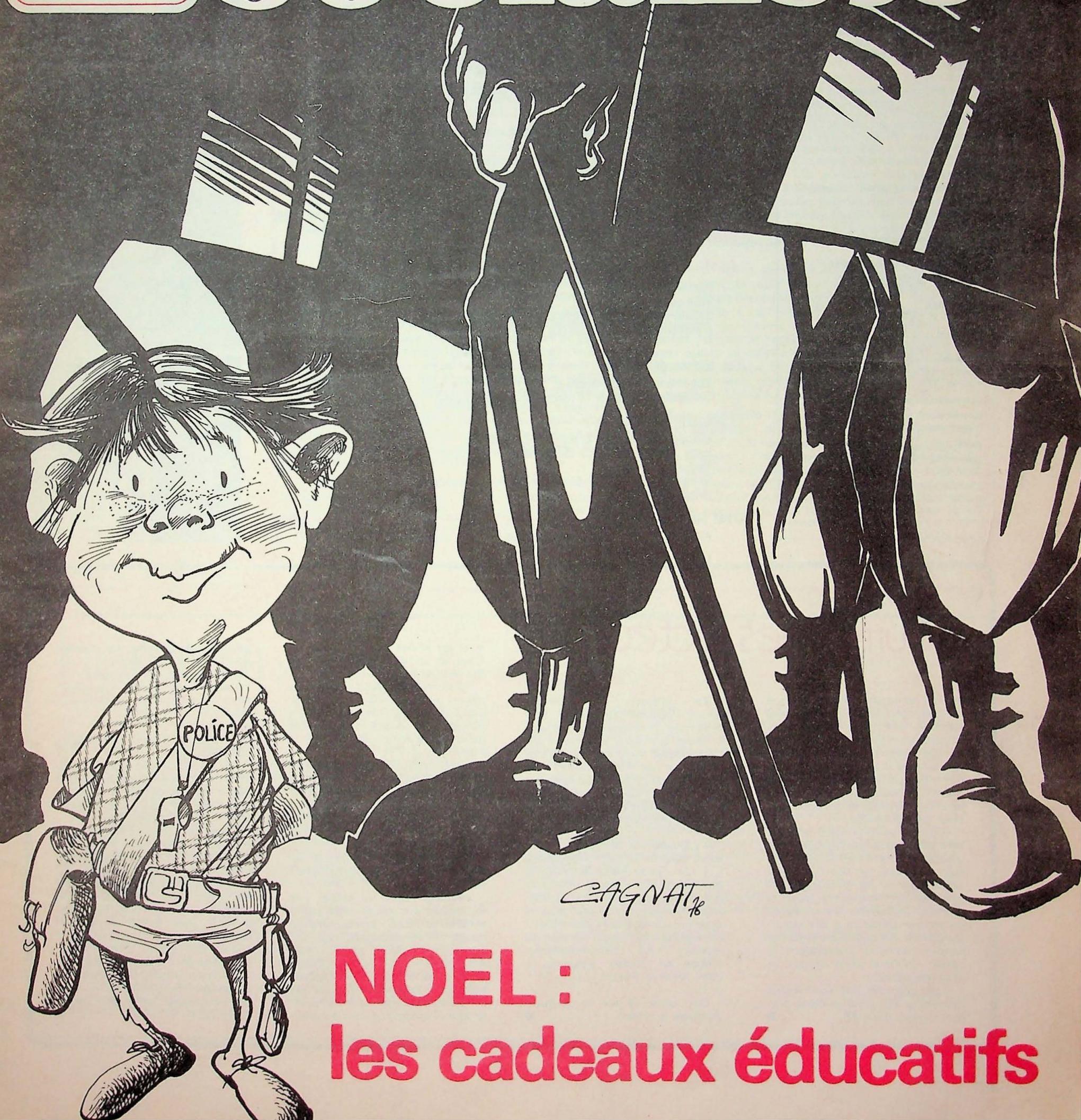
du 16 DEC. au 22 DEC. 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

Sonacotra :
de
précaires occupants



CAGNAT₇₆

NOEL :
les cadeaux éducatifs

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat -
Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - G.
Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Lau-
rent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mou-
sel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M.
Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -
Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informat Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- La nouvelle ligne bleue des Vosges. *F. Turquan* P. 4
Hussard destin. *L.G.* P. 5
Viticulture méridionale : le rapport Bentegeac. *P. Bron* P. 6

Injustice

- Justice à deux vitesses. *M. Etienne* P. 7

Briser la chaîne

- Caisse d'épargne de Paris : élargir la brèche. *M. Camouis* P. 8
CFDT : les soldats oubliés. *J.Y. Rognant* P. 9
St-Nazaire : tous dans le même bateau
Nantes : la métallurgie en ébullition. *Y. Sparfel* P. 10

Notre dossier

Jouets

- Historique du jouet P. 11
Fille ou garçon ? P. 12
Jouets militaires et policiers : un problème ambigu P. 13
L'industrie du jouet. (Dossier réalisé par *F. Claire*) P. 14

Les choses de la ville

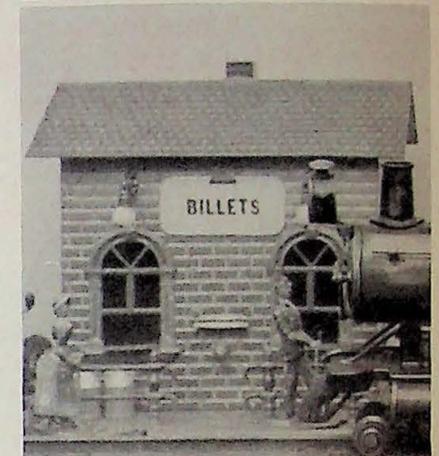
- Logements vides à occuper. *J.F. Thoraval* P. 15
Sonacotra : relancer la mobilisation. *Cl. Deslhiat* P. 16-17

Et pourtant elle tourne

- Europe, le débat est lancé. *Léo Goldberg* P. 18
Laos : rumeurs et faux témoignages sur l'Indochine P. 19
Portugal. *A. Echegut* P. 20
Congrès du PSOE : les fées social-démocrates au rendez-vous. *Corres-
pondance* P. 21

C'est aussi politique

- Artistes interprètes : « En attendant Godot ». *F. Claire* P. 22



courrier des lecteurs

● Pour commencer notre rubrique du courrier, cette semaine, une lettre de Dominique Chavigny, de Châteauroux (Indre) qui, pour des raisons bien connues de milliers de Français actuellement, regrette de ne pouvoir nous aider financièrement... Nous sommes touchés de cette franchise et des lignes qui nous sont adressées :

« Malgré tout, je vous adresse mes plus vifs encouragements et un vœu en forme de suggestion : vous souhaitez un lien très étroit entre vous et les lecteurs, pourquoi ne pas inaugurer dans la rubrique « Courrier des lecteurs » un espace consacré à des témoignages de vie quotidienne où des simples lecteurs prendraient la parole, diraient leurs espoirs et leurs angoisses. »

C'est une idée que nous avons retenue et qui aura sa place prochainement dans *TS*.

● La « presse », la course au temps, comme toujours... une erreur de transmission a fait que la lettre que nous avait envoyée Alain Morel avec l'article sur la naissance de « *Vida Nova* » (*TS* 717) ne nous est pas parvenue et seul, l'article a été inséré. Ceci pour répondre à Bernard Blanc, de Tourtour (83) qui nous écrit :

« L'article est chouette. Seulement dans la liste des signataires [...] « *Le Citron hallucinogène* » a été oublié [...] il appartient à la presse underground ou « parallèle » et n'est pas un phénomène isolé [...]. Ce courant contre-culturel regroupe un grand nombre de lecteurs. Tiré à 2 000 exemplaires, diffusé en Suisse, Belgique et dans toute la France [...] ».

Dont acte. Et que ce « *Citron* » continue à mûrir !

● Et les jeunes ?

C'est le cri d'alarme de Michel Boudier de Saint-Lo (50) :

« *TS* consacre peu d'articles aux jeunes ou lorsqu'il le fait, c'est par des articles austères, ardues et qui ne peuvent accrocher que les jeunes déjà accrochés [...] ».

C'est vrai, il faudra revoir le style rédactionnel. Si l'on veut se faire comprendre, il faut être clair et simple... Ça doit s'arranger... Nous veillerons au grain !

● Thierry lui, qui nous dit « Bravo pour le contenu » de *TS* fait cette petite remarque :

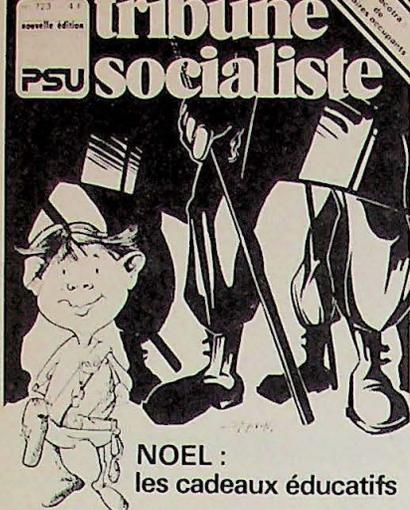
« Encore faut-il se méfier des interviews à rallonge et en petits caractères bien serrés, même quand l'interview est passionnante, ça ne donne pas envie de s'y plonger » [ex. : celui de Pierre Jalée dans le n° 720]. « Il faudrait soigner la couverture [...] qui est un point essentiel pour attirer le lecteur. Pensez-y. Evitez les com- »

plications [...]. « Un coup de chapeau à C.M. Vadrot : son « *humeur* » du 721 est extra ! On ne pourra pas résister à le mettre dans notre prochain bulletin étudiant... »

Petites réponses brèves à notre correspondant :

— En ce qui concerne les longues interviews, nous pensons qu'une partie du journal doit être consacrée à la réflexion. Les lecteurs sont-ils prêts à l'admettre ?

— Pour les « une » c'est une pré-occupation importante et qui doit se préparer minutieusement avec une équipe de dessinateurs, maquettistes, photographes et par les temps qui courent et les moyens modestes dont nous disposons... c'est pas facile, facile ! On fera mieux la prochaine fois ! — Pour C.M. Vadrot, c'est la fête... plébiscité qu'il est, notre collaborateur permanent. Et quel talent, le bougre ! Rédaction et lecteurs lui décernent un « bon point » d'honneur !



Effectivement !

lettre adressée par la CFDT à la CGT.

Le numéro hors série de la *Vie ouvrière* que la CGT a distribué massivement nous amène à vous adresser cette lettre. En effet, au-delà de la nécessaire et libre expression de chaque organisation en période de grève, cette publication pose au moins deux problèmes de fond :

Le premier problème est celui du monopole dont vous disposez dans le Livre parisien, qui vous a fait décider de bloquer la sortie des quotidiens pendant deux jours, mais qui vous permet, dans le même temps, de sortir un journal de quatre pages, grand format, vous attribuant ainsi le droit d'être les seuls, et dans votre seul sens, à donner de l'information imprimée. Nous estimons que l'ordre de grève lancé dans les entreprises de presse concernait toutes les publications. Nous aurions, par contre, compris que les travailleurs du « *Parisien Libéré* » fassent connaître leur point de vue et informent la population, à leur manière.

Le second problème, au-delà de la période présente, est celui des possibilités d'information et d'expression dans la société tout entière, mais aussi à l'intérieur même de la gauche pour les diverses organisations du mouvement ouvrier. Le monopole dont vous disposez, la façon dont vous en usez, laissent peser des doutes sur le sort qui sera fait à cette liberté fondamentale en cas de tensions sociales ou politiques à venir, sans parler de la période où la gauche pourrait arriver au pouvoir.

Enfin, sur le seul plan de l'unité d'action et de son efficacité, nous pensons que la solidarité active nécessite une pratique plus unitaire, d'autant plus nécessaire dans un conflit comme celui du « *Parisien Libéré* ». N'était-il pas possible, si nous pensions qu'il était opportun d'informer la population, de sortir un tract commun CFDT-CGT-FEN ? La décision de dimanche a été prise ensemble, elle a été communiquée à la presse ensemble, nous pouvions informer la population ensemble.

Nous tenions à vous faire part de notre désapprobation afin que les difficultés existant entre nous puissent être aplanies ■

éditorial

Europe, casse-cou !

CA n'avait l'air de rien : un débat de routine auquel le Palais Bourbon est habitué ; d'ailleurs, qui s'intéresse à la technique budgétaire européenne ? Et pourtant, Giscard, sur la passerelle de l'avion qui le ramenait de Yougoslavie, préférait saluer cet événement avant de commenter ses entretiens avec Tito : enfin une « majorité d'idées » se manifestait grâce au vote du groupe socialiste !

On pourra toujours dire que Giscard se console avec pas grand-chose. C'est d'ailleurs vrai dans l'immédiat. Seulement, la portée de l'« événement » est à plus longue échéance. Qu'au lendemain du super show de Chirac le Parti Socialiste ait entendu montrer qu'il pouvait — s'il le voulait, bien sûr — sauver la mise au Président de la République, voilà qui en dit long sur la souplesse de manœuvre dont il entend disposer.

EN matière de politique intérieure d'abord. Les faits sont pour le moins troublants. A force de prendre Chirac comme tête de turc, on en vient facilement à oublier que, malgré tout, est encore au poste de commandement. Pendant que le plan Barre prend l'eau de toutes parts — à tel point que l'art de gouverner consiste maintenant à prévoir, mois après mois, de mauvais résultats — on en est maintenant à observer le suspense entretenu par ceux qui détiennent pratiquement le moyen de le faire capoter — les fédérations de fonctionnaires et des services publics où s'exerce un certain poids des militants socialistes. Plutôt que de prendre le gouvernement dans l'étau, on préfère un jeu subtil, au mieux celui du chat et de la souris, au pire celui de la bouée de sauvetage.

Mais, au total, on a dépassé le temps des atermoiements et des ambiguïtés. Cela fait longtemps que nous voyons poindre le danger, et que nous le disons. Cette fois, un coin du voile est levé sur ce qui peut se préparer dans le dos de ceux qui veulent prochainement

voter à gauche. Il est vraiment nécessaire de dire maintenant bien haut quelle politique correspond à leur attente, et non de laisser préparer dans l'ombre un plan Barre « de gauche ».

Il est encore plus significatif que ce soit la question de l'Europe qui serve de révélateur. Pas seulement parce qu'elle pourrait fournir le prétexte à une dissolution après les élections municipales, sur l'élection du parlement européen au suffrage universel. Mais surtout parce que c'est, en grande partie, à travers les alliances internationales que vont se nouer les possibilités d'engager ou non une politique anticapitaliste. Après le jeu européen à l'égard du Portugal, après les menaces concernant l'Italie, personne ne peut ignorer que tout renforcement (même formel) des institutions européennes aujourd'hui va à l'encontre de toute volonté d'émancipation de la tutelle impérialiste.

ON savait déjà que la coexistence politique avec la social démocratie allemande n'était guère compatible avec une volonté réellement socialiste. On a vu Schmidt et Brandt étendre leur hégémonie de Genève à Lisbonne en passant par Madrid ; devant le regain d'europanisme et d'atlantisme qui se manifeste dans les rangs du PS, on se demande si, malgré les querelles de prééminence, elle n'a pas également atteint Paris. Ce qui n'est certes pas de nature à déplaire à Giscard.

Mais ce n'est pas non plus repliés sur quelque forme de nationalisme ombrageux qu'on engagera la construction du socialisme. Il ne peut plus y avoir de doute là-dessus : c'est en construisant un autre réseau d'alliances internationales, extérieur aux blocs, appuyé sur les peuples décidés à s'affranchir du capitalisme mondial. L'unité populaire ne saurait se réduire à une stratégie hexagonale.

Michel MOUSEL ■

humeur :

la soupe est servie

On peut y voir de la démagogie, on peut déplorer la méthode et même soupçonner les arrières-pensées électorales, mais on doit à l'honnêteté de reconnaître les faits à leur juste valeur : en acceptant de déjeuner, chez Edgar Faure, à la même table que des gens comme Claire Bretécher, Roland Barthes, Gisèle Halimi, Hector de Galard, Philippe Sollers ou Jean-Louis Bory, Valéry Giscard d'Estaing a beaucoup fait pour la cause des travailleurs intellectuels. Du caviar d'Iran au pot-au-feu de la tante Lucie, la condition du travailleur intellectuel a fait un grand bond en avant.

Il est remarquable que la rencontre se soit déroulée en toute simplicité, Sollers étant arrivé en vélo, et dans un climat serein. Comme quoi la lutte des classes n'est pas un mal inéluctable. Cadences, salaires, liberté d'expression dans l'entreprise, droit à la formation et au recyclage, construction de maisons de vacances dans le Luberon, avantages sociaux, accidents du travail, conditions de transport... tous les aspects de la dure condition intellectuelle ont été passés en revue.

Un dialogue franc et courageux : manifestement le président et ces gens-là n'étaient pas du même monde et ces derniers l'ont fait durement ressentir à un Giscard qui croyait les attrapper avec une louche de caviar. Les intellectuels, intransigeants sur les principes, fiers de leurs conditions et de leur classe ont bien fait comprendre à leur interlocuteur qu'ils n'étaient pas prêts à échanger leur liberté et leur idéologie contre un plat de lentilles. Ils ne sont pas de ces gens que l'on leurre avec des médailles en chocolat et ont refusé avec hauteur le titre de « Meilleur Intellectuel de France » que le président voulait leur décerner.

L'un d'entre-eux, au nom de ces camarades, s'est levé au beau milieu du pot-au-feu pour dire qu'il fallait d'abord servir Dutourd, Jean Cau, Michel Droit et bien d'autres. Une sorte d'avertissement solennel, une façon non déguisée de rappeler que les divergences de stratégie n'empêchent pas la solidarité de classe...

Quel candide que ce Giscard ! Qu'y avait-il de commun entre lui et ces gens venus en observateurs et d'une autre planète ? Figurez-vous que le président ne savait même pas que Marx avait évoqué dans ses œuvres le dépérissement de l'Etat ! Comme quoi un président doit parfois sortir de son monde pour faire la connaissance des dures réalités populaires. C'est autre chose que les dîners avec des familles triées sur le volet, les virées avec les minettes ou les pince-fesses à la porte de Versailles avec les travailleurs de la vieille gauche.

Mais avant de s'extasier une dernière fois sur l'intrépidité de ces courageux éclaireurs de la gauche, il faut tordre le cou à une rumeur qui fait la part un peu trop belle au président : ce n'est pas lui qui a servi la soupe aux invités d'Edgar Faure.

Reste enfin, comme disait Sollers, que « ce type gagne à être connu ». Oui, des voix...

C.-M. VADROT ■

où va la France ?

la nouvelle ligne bleue des Vosges

Qu'on se le dise ! La ligne bleue des Vosges, le bel horizon de notre temps, c'est « 1978 », une date dont le caractère magique, est de plus en plus aveuglant. A droite, comme à gauche, tout le monde y pense, mais personne n'en parle. Giscard a beau fulminer — avec distinction, tout de même ! — contre les préoccupations « politiciennes » des uns et des autres, Poniowski a beau dénoncer, sous un chapiteau de cirque (le cadre idéal qu'il a enfin trouvé pour ses apparitions politiques), les manœuvres de mystérieuses « officines politiques » vouées à saper dans l'ombre la confiance dans nos belles institutions, l'horizon 1978 envahit la scène d'une façon parfois gênante.

Et tout le monde attend la date fatidique. L'attentisme envahit les esprits, comme le faisait la « morosité » en 1967. L'attente de quoi ? Les patrons ont récemment répondu à cette question, en se déclarant persuadés, à une écrasante majorité, que la gauche unie allait gagner les prochaines élections législatives. c'est une référence !

retour de manivelle

La fraction « giscardienne » de l'actuelle majorité semble de plus en plus définir sa tactique dans la perspective,

moins du maintien de la gauche en termes électoral ou gouvernemental. Cette attitude leur vaut le soutien de la fraction du patronat qui ne se résigne pas à la victoire des « rouges » et n'admet pas même l'hypothèse d'un accord avec une partie de l'ennemi « collectiviste ». Elle leur apporte l'adhésion de tous ceux qui, trop compromis par une longue pratique du soutien inconditionnel au régime, craignent, dans la presse d'Etat notamment, un douloureux retour de manivelle.

Et tout cela nous amène à la situation actuelle, une situation fort curieuse puisque, alors que la gauche est potentiellement majoritaire — tous les son-



Barre et Ponia au congrès des Jeunes giscardiens.

non pas d'un affrontement frontal avec la coalition de gauche, mais de l'utilisation des divergences existant à la fois au sein de cette coalition et dans la majorité elle-même, vers la définition d'une solution de rechange de type « troisième force » : l'accent mis sur les problèmes européens en témoigne. Est-ce un hasard si, le 5 décembre, Lecanuet déclarait que la question du mode de scrutin régissant l'élection du parlement européen - dont le PS faisait un préalable — ne constituait pas un obstacle ?

Seuls les gaullistes, fraîchement et massivement reconvertis au chiraquisme, dernier-né de la droite autoritaire française, semble attaquer le problème d'une façon opposée, en misant sur l'impossibilité du succès ou, au

dages, même truqués le montrent — l'initiative politique appartient à la droite, et à sa fraction la plus musclée et la plus menaçante.

Force est en effet de constater que, face aux grandes manœuvres de Chirac, la gauche ne s'est guère signalée par une réponse aussi vigoureuse que le danger qui s'annonce. L'analyse du PCF — Giscard et Chirac ne sont que des copains, c'est blanc bonnet et bonnet blanc — témoigne à la fois d'une grave surestimation du « machiavélisme » conscient de la bourgeoisie et d'une dangereuse sous-estimation de ce que représente l'affirmation d'une droite à la fois autoritaire et populiste : le PCF a-t-il déjà oublié les élections de 1958 et 1968 ? Quant au PS, sa tendance à réduire — ou à présenter —

Chirac comme une sorte de Mussolini mâtiné de Poujade, présente deux graves inconvénients : faire apparaître, « en négatif » Giscard et Barre comme des éléments modérés avec lesquels, à l'inverse de Chirac, la discussion est possible, et, d'autre part, présenter la tactique de Chirac comme étant une simple action de reconquête de l'électorat d'extrême-droite mécontenté par Giscard et ses réformatrices.

Tout se passe comme si la gauche, constatant que depuis un an le relatif équilibre de la situation joue en sa faveur, se refusait à intervenir trop pesamment pour éviter de rompre cet équilibre. Et ceci est évident, non seulement au niveau des états-majors politiques, mais également en termes d'action syndicale.

sortir de l'expectative

Le Plan Barre en effet, malgré toutes ses répercussions sociales, n'a pas soulevé d'élan revendicatif national. Il est vrai que la situation économique ne se prête guère à « l'offensive sociale » rêvée par certains. Il est non moins vrai que cette situation n'est pas à imputer — contrairement à ce qu'affirme la grande tradition de l'extrême-gauche spécialiste de la mise au pied du mur — à la seule volonté des appareils syndicaux de « freiner les luttes ». La réalité est que, dans une conjoncture profondément défavorable, il faut que les travailleurs soient profondément menacés dans leur emploi ou dans leur niveau de vie pour se lancer dans la lutte.

Il n'en est pas moins vrai que, plus la crise s'approfondira (et cela va être le cas dans les mois et l'année à venir), plus les syndicats et les partis ouvriers auront à sortir de l'expectative, à cesser d'intervenir d'une façon passive en fonction de cette conjoncture pour préserver les conditions d'un succès politique qui apparaît aujourd'hui comme

probable, mais dont la suite des événements pourra démentir la vraisemblance.

Le gouvernement vient en effet de définir très clairement sa position : s'il concède aux industriels la possibilité d'élever leurs prix bloqués auparavant, il les prévient d'avance que toute augmentation des salaires supérieures aux fatidiques 6,5 % devra être supportée par eux, et ne pourra en aucun cas être répercutée par des hausses de prix. Quant à lui, il ne cèdera pas sur l'affaire de « l'augmentation du pouvoir d'achat » prévue par les conventions collectives en vigueur dans le secteur public, et dont l'application sera repoussée à la fin de 1977 ou au début de 1978.

Ceci définit ce que seront les termes des affrontements de classe en 1977. Au blocage de la progression du pouvoir d'achat des travailleurs s'ajoutera un développement des licenciements et du chômage partiel, une réduction de la durée du travail, la sidérurgie vient d'en donner l'exemple, et dans bien d'autres branches le patronat suivra, surtout si l'Etat « donne l'exemple » en brisant la résistance de ses salariés...

L'évolution de la situation sociale pèsera lourdement sur « l'électorat de 1978 ». Si le mouvement ouvrier est déjà battu sur le terrain économique et social, comment pourra-t-il espérer vaincre sur le terrain politique ? Si la bataille politique ne prépare pas la victoire sociale des travailleurs, elle ne pourra pas aboutir, malgré tous les sondages favorables, à un changement de majorité ! Si les partis ouvriers ne comprennent pas qu'il ne s'agit pas aujourd'hui « d'éviter les vagues », mais au contraire de les provoquer pour briser l'offensive gouvernementale et patronale, ils pourront toujours supputer gravement sur leur politique gouvernementale... Mais qu'ils sachent qu'ils n'auront, alors, aucune chance de la mettre en œuvre !

François TURQUAN ■

communiqué commun PSU OACL (Liban)

Après plusieurs rencontres deux délégations de l'organisation d'Action communiste au Liban et du Parti Socialiste Unifié se sont rencontrés le 6 décembre 1976 (France).

Elles ont fait un tour d'horizon des événements qui secouent aujourd'hui le Liban et le monde arabe. Elles ont constaté leurs convergences d'analyses tant en ce qui concerne les problèmes libanais que l'ensemble des questions du Proche-Orient.

Elles ont en particulier constaté le rôle positif que les camarades libanais de l'OACL ont joué dans l'organisation du Mouvement national libanais, aux côtés de la résistance palestinienne, contre la charte fasciste, contre l'intervention syrienne, contre les menées de l'impérialisme américain et des régimes réactionnaires arabes, visant à liquider la résistance palestinienne et écraser le mouvement populaire libanais.

Elles ont insisté sur l'importance décisive de la liquidation totale au Liban du confessionalisme politique par la

laïcisation, et du semi-féodalisme par une refonte complète des institutions politiques qui doivent permettre au mouvement ouvrier de développer ses propres positions.

Elles ont insisté également sur la nécessité de promouvoir sur le plan international, le plus grand nombre d'actions communes entre forces communistes, socialistes, démocratiques et anti-impérialistes. En particulier, les deux délégations sont favorables à de telles coordinations contre les menées de l'impérialisme américain en Méditerranée.

Les deux délégations ont noté leur accord avec la nécessité de la pratique de l'unité d'action entre toutes les forces du mouvement ouvrier, tant au Liban qu'en France, comme seul moyen de développer la conscience de classe, de faire avancer la lutte pour le socialisme.

Les deux délégations, avec l'accord de leur direction politique ont ainsi établi des liens officiels entre nos deux organisations. ■

hussard destin

L'histoire n'est plus ce qu'elle était, comme dirait M. Hasard Destin. Prenez Chirac : pour *Politique Hebdo* c'est Mussolini enfant, *Libération* le voit en politicard magouilleur et *L'Humanité* le traite de larbin de Giscard. De quoi y perdre son marxisme-léninisme. « Tout est possible » répond Pierre Vianson-Ponté dans *Le Monde*. D'accord, mais en attendant il faut bien se faire une idée.

Je ne sais vraiment pas ce qui m'a pris. Sous prétexte que Turquan avait peut-être un peu tendance à trop voir poindre le mégot de Pompidou derrière le rictus sauvage de Chirac (attention, j'ai écrit « avait peut-être », ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit...), il a fallu que j'y aille de mon petit numéro. Résultat : faut que je me tartine Chirac avec analyse prophétique et tout à la clef. Ils me font marquer, je voudrais les y voir.

ni Pompidou, ni Mussolini

Parce que, évidemment, ceux qui écrivent : « Chirac c'est un gagnant, il a mis en branle une méchante dynamique, il va tout bouffer sur son passage, il a ses chances et tout... », si le Chirac se ramasse une gamelle ils pourront toujours dire : « Il était vachement coriace, mais on l'a quand même eu, on est drôlement fortiche ». Tandis que si je dis « Chirac, il touchera pas une bille » et que, finalement, il prenne le pouvoir, de quoi j'aurai l'air ? Vous pouvez me le dire ?

Tant pis, ce qui est fait est fait. Avec habiletés et circonvolutions, il faudra bien que je le dise : à mon avis Chirac ne sera ni Pompidou ni Mussolini. Pour une bonne raison : il va se ratatiner. Ce gars-là je l'ai toujours vu en chef de l'opposition. Alors là, oui : stratégie de l'araignée, sabotage économique et tout le toutim, mobilisation des classes moyennes, etc., d'accord. Mais ne confondons pas les étapes. Qu'est-ce que je disais ? Ah oui, il ne reprendra pas le pouvoir (j'ai dit ça moi ?). Comment je le prouve ? Par trois arguments.

Primo : le déclin de l'UDR ça existe. Parfaitement. Il ne faudrait quand même pas oublier qu'en juin 1968 ils avaient la majorité absolue à l'Assemblée. Avec 35 % des voix, d'accord, mais ça suffit pour que la dynamique de la peur fasse le reste. Et combien font-ils aujourd'hui ? 20-25 % à tout casser, d'après les sondages. Si c'est pas un déclin, vous appelez ça comment, vous ?

Deuxio : et toutes ces voix, elles sont allées où ? Vous sortez pas assez, les gars, regardez autour de vous. En juin 1968 la gauche faisait 40-45 % des voix, elle en fait 50-55 %. Faites le calcul. C'est l'UDR qui

a été la principale victime de la poussée de la gauche, et c'est ce qui explique ses reculs successifs (perte de l'Élysée, puis de Matignon). CQFD.

Troisio : c'est là que je sors ma botte secrète, l'argument massue qui va dévaster les rangs des contradicteurs. *L'Etat c'est eux*. Parfaitement. Plus exactement en 18 ans, le parti gaulliste a investi des secteurs entiers de l'appareil d'Etat. Il y a bien sûr les députés, sénateurs, conseillers généraux, etc. Mais aussi les comités, commissions, directions de services, conseillers en tout genre, places de tous acabits. Sans compter les places dans le privé pour faire jouer les relations, les sociétés des copains (pas seulement immobilières) qui décrochent tous les marchés publics. Et j'en passe.

Ça fait du monde. Plus que les 10 000 personnes de la Porte de Versailles. Ces gars-là, ils ont pas de manoir Louis XV, ni une lignée d'ancêtres qui remonte à Vercingétorix. Ils ont fait leur beurre, d'accord. Mais leur gagne-croûte est sérieusement menacé. Faut les comprendre.

pas de bulldozer

Si la gauche passe, c'est la curée, le grand coup de balai. Alors, évidemment, ils sont prêts à tout pour empêcher ça. La dynamique Chirac, elle est là. Son rassemblement c'est le parti de leur trouille. Et pour l'instant rien d'autre. Rien n'indique actuellement une polarisation à droite de couches sociales significatives de la petite-bourgeoisie (il faut que je la ressorte, celle-là). Le phénomène me paraît circonscrit et j'ai beau regarder, je ne vois pas de bulldozer, Chirac écrasant tout sur son passage. Demain oui, si la gauche gagne ou si un mouvement social frôle la victoire, alors là, peut-être.

Là, je conclus. Quelques phrases habilement balancées : p'tête ben qu'oui, p'tête bien qu'non. Je pourrais dire que l'on traîne injustement Giscard dans la boue (mais, on me répond invariablement qu'il est déjà dans la m..., alors !) Non, il vaut mieux souligner que l'initiative de Chirac a créé une situation tout à fait inédite. D'où les commentaires délirants, dans la presse (il se fait combien, au fait, Vianson-Ponté ?)

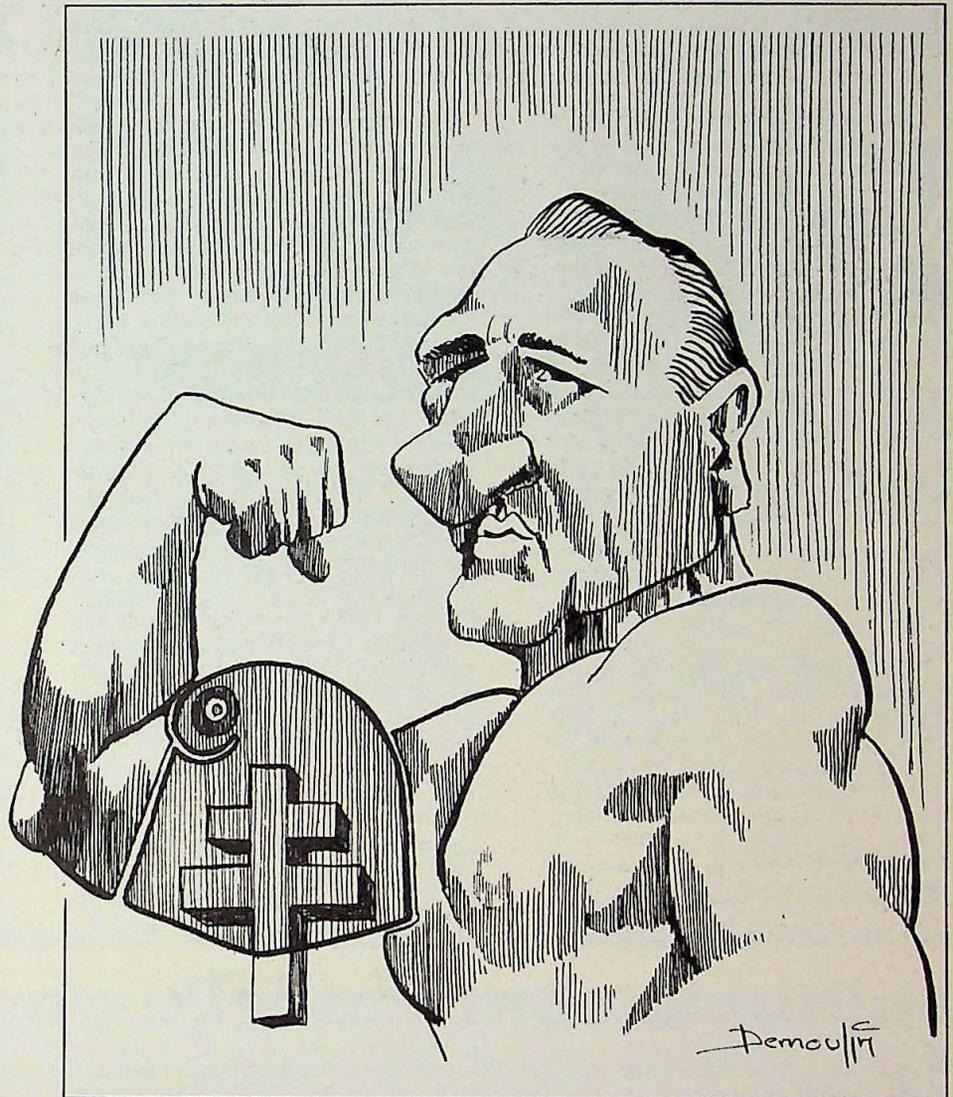
Mais rien n'indique que la dynamique qui pousse la gauche vers le pouvoir puisse être inversée pour le moment (pardon, vous disiez ?). Bien au contraire. Pour l'instant (et je précise : dans l'immédiat) je ne crois pas à un processus de rassemblement de toute la droite derrière Chirac, conduisant à la reconduction du régime. Faut pas charrier.

Par contre, si la gauche gagne les élections, alors là, oui. Un mouve-

ment qui regroupe des petits-bourgeois aigris et qui, de surcroît (et surtout) conserve des liens avec l'appareil de répression (sans compter les hommes de sac et de cordes, les réseaux parallèles, et j'en passe), ça s'est déjà vu. Et ça risque de faire mal.

Il est peut-être là, le destin de notre hussard.

L.G. ■



PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 86-87-88 <i>Le chômage sous-produit du capitalisme</i>	6,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes</i>	2,00
N° 103-104-105 <i>Electronucléaire et développement capitaliste</i>	6,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 108-109 <i>Les rapports Partis-Syndicats</i>	4,00

VIENT DE PARAITRE

N° 110 *Comment battre la droite* 2,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

viticulture méridionale : le rapport Bentegeac

Yves Bentegeac, c'est le commissaire à la rénovation du vignoble méridional, ou plus exactement à sa liquidation. Son rapport (pas encore officiellement publié) trace les grands axes de la politique viticole du pouvoir, dans la continuité du plan Chirac de juillet 1973.

Les causes de la crise viticole pour Bentegeac sont essentiellement internes à la viticulture et proviennent de la surabondance des « mauvais vins ».

Cette analyse est mystificatrice : la qualité moyenne des vins s'est améliorée. En mettant l'accent sur la prétendue mauvaise qualité des vins méridionaux, Bentegeac jette le voile sur les véritables mécanismes de la crise : le cadre communautaire du marché du vin, la stratégie du négoce, qui importe et trafique le produit à son seul profit (sur le dos des petits producteurs français et italiens en particulier), le tout avec l'active complicité du pouvoir en place.

la qualité !

Pour le négoce le vin n'est qu'une matière première, sur laquelle il faut faire le maximum de profits et cela d'autant plus dans une période de forte accumulation dans ce secteur, soumis depuis plusieurs années à une importante restructuration : concentration des firmes, tendance à la domination du marché par des multinationales-multiboissons.

Les solutions proposées par ce rapport reposent sur la restructuration du vignoble, toujours au nom d'une politique de « qualité », la reconversion de certains terroirs, le tout impliquant une sélection des producteurs par le biais des groupements de producteurs, groupements de caves coopératives et de viticulteurs particuliers. C'est à ces groupements que seraient réservés aides, prêts et subventions. Quant aux autres viticulteurs, qui ne voudraient ou ne pourraient s'y intégrer, ils auront le choix : disparaître ou se reconverter. Mais pour une majorité de producteurs, qui ne disposent que de petites exploitations, toute reconversion est impossible dans le cadre actuel.

Les groupements de producteurs ne sont d'ailleurs pas spécifiques à la viticulture. L'expérience commence à exister en la matière et prouve que les travailleurs paysans ne gagneront pas en voulant concurrencer le négoce sur son propre terrain, avec les mêmes armes, à moins de gérer leur propre élimination ; mais n'est-ce pas là le sens réel de ce rapport ?

En effet actuellement le négoce n'a pas intérêt à payer la qualité et il ne la paye pas. De plus un développement



Photo ADJA

accéléral des groupements de producteurs, mettant en marché des vins personnalisés, les mettrait vite en concurrence les uns par rapport aux autres, rendant caducs les efforts de chacun pour s'imposer sur le marché.

C'est tout ceci que recouvre l'aspect moderniste de ce plan (il y est fait grand cas de rentabilisation, de conquêtes de marchés, de promotion de la machine à vendanger, etc.). C'est tout ceci qui doit être combattu. D'autant plus que Bentegeac est décidé à aller vite ; le pouvoir a senti

passer l'orage lors des grandes mobilisations de ce printemps ; orage qui pourrait bien renaître même si pour le mouvement viticole, l'étape actuelle est difficile. Mais les mêmes questions restent posées : comment bloquer l'application de ce plan, empêcher la sélection des producteurs qu'il introduit, faire céder le négoce qui importe à son seul profit, obtenir enfin une garantie d'un revenu qui rémunère le travail paysan ?

Pierre BRON ■

bibliographie pour comprendre la crise viticole

• *La révolte du Midi* (presse d'aujourd'hui) : les analyses des comités d'actions viticoles.

• *100 ans de guerre du vin* - Jaume Bardissa - (tema-action) : analyse politique de la crise actuelle par un militant de l'OCT (ex OC-GOP).

• *Le vin de la colère* (éditions Galilée) par Pierre Bosc, journaliste à FR 3 à Montpellier.

• *1907, la révolte des vigneron* (Privat) par Félix Napot.

• *Vendanges amères* (Ramsay éd.) par Emmanuel Maffre-Baugé, dans lequel un des principaux leaders du

mouvement viticole expose son choix actuel en faveur de l'union de la gauche.

• *Tribune Socialiste de l'Hérault*, spécial viticulture. Brochure du PSU, 18, rue Sainte-anne 34000 Montpellier (envoi contre 3 timbres à 1 F).

• *Revue Cahiers d'Occitanie Rouge* (publiée par des militants occitans et des militants de la LCR) 34, rue de l'Université 34000 Montpellier.

• Publications de la chaire d'économie rurale de l'INRA 34060 Montpellier Cedex (catalogue disponible sur demande). ■

politique contractuelle : morte...

La grève à l'EGF de mardi et mercredi avec des coupures de courant prudemment programmées par les cinq fédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNCM), pour ne pas gêner le public, n'est qu'une première escarmouche avant une bataille de plus grande envergure contre la politique salariale du pouvoir dans le secteur public.

Après l'EGF, la politique contractuelle prévoyant une progression du pouvoir d'achat d'au moins 2 %, a été abandonné aux Charbonnages de France. Là aussi, on s'achemine vers des grèves. Destinés à programmer la paix sociale, les contrats salariaux de la fonction publique vont les uns après les autres être reniés par le gouvernement. La pratique conventionnelle dans le secteur privé (notamment dans la métallurgie) risque, elle aussi, d'être mise à mal.

Le CNPF qui, lundi, a rencontré Beullac et Barre, soi-même, se fera fort d'appliquer les consignes intransigeantes du gouvernement de refus de toute hausse des salaires supérieure au coût de la vie.

Barre n'est pas décidé à perdre cette bataille. Il maintient contre vents et marées son plan d'austérité, poussant son audace de serviteur zélé

du capitalisme, jusqu'à dire que c'est l'inflation, donc la hausse des salaires et des prix qui est responsable du chômage. Comme il compte restaurer la liberté des prix dès janvier, il estime finalement que le principal facteur d'inflation reste la hausse des salaires.

la fin des compromis

Face à cette offensive, quelle est la réponse des organisations syndicales ? Elles ne pourront pas se contenter longtemps d'actions presse-bouton parsemées, ici et là, au gré des négociations sans résultats. Certes des grèves répétées au moment de la « trêve des confiseurs », des départs en vacances seraient mal comprises. C'est ce sur quoi mise

Barre qui croit à un baroud d'honneur. Cette stratégie de la tension entre le gouvernement, le patronat et les syndicats oublie que les réactions des travailleurs seront imprévisibles. Certes, il faudra un certain laps de temps pour que dans la fonction publique, la base se rende compte des manques sur les feuilles de paye. Mais sans relance globale de l'économie, sans contrôle rigoureux des prix, sans solutions aux conflits sur l'emploi, les échéances seront explosives dès le mois de janvier.

Quels que soient les compromis que pourront offrir les pouvoirs publics, ils trouveront, en face d'eux, des organisations syndicales poussées par leur base. Bien que temporaires, les fronts communs réalisés à EGF, aux Charbonnages et probablement à la SNCF et dans la fonction publique, ne seront pas sans conséquences. Bergeron notamment est aujourd'hui comme le roi nu. Tout l'édifice contractuel, fondement de la pratique syndical de FO, fonction essentielle de son existence, s'écroule. Ses fédérations comme les PTT, EGF, les Charbonnages, partent en guerre. On

peut imaginer que des prises de conscience vont s'opérer parmi ces militants habitués, depuis des années, à se battre en vue d'un compromis sur le tapis vert. L'heure n'est plus aux compromis pour Barre. C'est celle de la lutte de classe, de l'affrontement direct, de la surdité aux revendications essentielles.

« Si les électriciens sont battus, ce sera la victoire du plan Barre et la défaite de tous les travailleurs », s'exclamait, le 10 décembre, le responsable de la fédération CFDT de l'EGF. Certes l'enjeu des conflits qui débute n'est pas mince. C'est en fait une nouvelle période des affrontements de classe, hors des sentiers qui mènent aux augmentations de salaire programmées à partir d'un indice truqué, qui commence. La paix électorale, les stratégies d'attente et les guerres de position rythmées par les communiqués et délégations vont être bien troublées. Seraient alors justifiés les dire de Bergeron qui voit se pointer à l'horizon, avec effroi, un nouveau mai 1968.

Y.S. ■

justice à deux vitesses

« Aucune exécution (d'un jugement) ne peut être faite avant six heures et après 21 heures non plus que les jours fériés ou chômés si ce n'est en vertu de la permission du juge en cas de nécessité. » (Article 508 du nouveau code de procédure civile.)

Dimanche 5 décembre à l'aube : les forces de l'ordre expulsent les ouvriers du *Parisien libéré* de leur imprimerie de la rue d'Enghien : le 5 décembre est un dimanche et il ne semble pas que Barre ait sollicité la « permission » du juge.

Dimanche 5 décembre 1976 : le Syndicat de la magistrature se solidarise avec les ouvriers du Livre et stigmatise dans un communiqué le « caractère inégalitaire de la justice » et la « primauté du droit de propriété sur le droit de grève ». Trois jours plus tard, Olivier Guichard jugeant ce texte « inadmissible » annonce qu'il va engager des poursuites contre le Syndicat de la magistrature.

Mercredi 8 décembre : Emilien Amaury du *Parisien libéré* est reconnu coupable d'homicide involontaire et de défaut de maîtrise de son véhicule. Il est condamné par le Tribunal correctionnel de Senlis à quinze mois de suspension du permis de conduire dont 8 mois avec sursis, 1 660 F d'amende et 76 650 F de dommages-intérêts. La Mercedes 450 SE qu'il conduisait à percuté une R 5, blessé grièvement son conducteur, et tué sa passagère, après avoir franchi la ligne médiane de la chaussée. Amaury a été gêné par les deux toutous qu'il trimbale en permanence dans son véhicule. Eux ont été retrouvés sains et saufs après l'accident, c'est ce qui explique l'exemplarité de la peine infligée à Amaury.

Judi 9 décembre 1976 : à l'audience de la 23^e chambre correctionnelle de Paris, celle des flagrants délits : une centaine d'avocats du barreau de Paris tiennent le haut du pavé et dialoguent avec la Cour.

Le Président aux avocats : « Ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde pas ».

Les avocats : « La justice nous regarde ».

Le président : « Je vous dis que non. Vous n'avez pas à approcher ».

Les avocats : « Pourquoi ? ».

Le président : « Parce qu'il me plaît de dire non ! » (sic) et ainsi de suite...

Aux dernières nouvelles, le Président Puidebat tient toujours le bas du fossé et entretient sa réputation d'humoriste imbécile : les flagrants délits, ça continue même si le tarif est en baisse.

Judi 9 décembre 1976 à Colmar : la chambre d'accusation de la cour d'appel émet un avis favorable à la demande d'extradition formulée par la RFA à l'encontre de M. Detlev Schultz, « soupçonné d'appartenir à « la bande à Baader ».

Judi 9 décembre 1976 sur l'île

d'Yeu : neuf réfugiés politiques basques assignés à résidence surveillée depuis plusieurs mois sur ce morceau de France portent plainte pour « séquestration illégale, forfaiture et attentat à la liberté individuelle »...

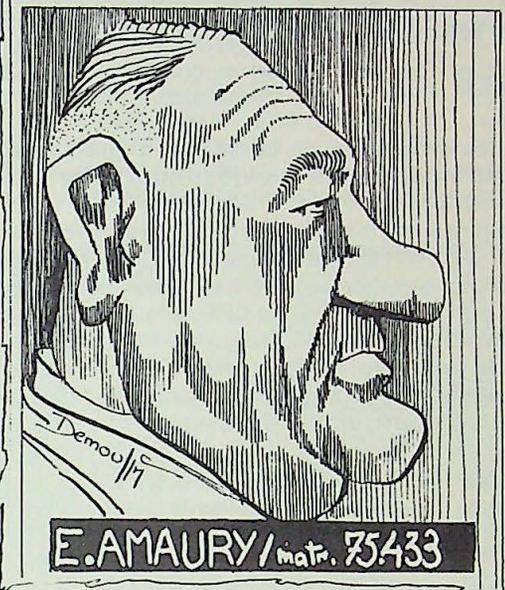
Lyon, 10 décembre 1976 : la chambre criminelle de la cour d'appel de cette ville rend un nouvel arrêt dans la désormais célèbre affaire de Fleurence. Fleurence est ce comptable condamné par son patron Bosc à faire des multiplications à longueur de journée parce qu'il avait participé en 1968 à la création d'une section syndicale CFDT, avant d'être licencié des aciéries de Forez. Licenciement refusé le 26 septembre 1969 par le ministre du Travail et refus définitivement confirmé par le Conseil d'Etat le 31 janvier 1975.

Parallèlement, le 8 juillet dernier, la 3^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Lyon condamnait le sieur Bosc à 10 000 F d'amende et six mois de prison avec un sursis assorti de la mise à l'épreuve de trois ans pour « entrave au fonctionnement régulier du comité d'entreprise ».

10 décembre 1976 : la cour d'appel reconnaît l'existence du délit d'entrave, mais réduit à un mois avec sursis la peine infligée à Bosc et supprime la

JUGE TROP CLÉMENT!... L'HORRIBLE CHAUFFARD!..

L'horrible chauffard s'en sort bien : 18 mois de suspension de permis dont 8 avec sursis !...



DEPOUILLÉE PAR S

Une femme chauffeur de taxi, Mme Jose chargée un client, place de l'Opéra (9^{ème}). Alo 22 heures rue Râteau à la Courneuve (Seine-Soudain en redoutable agresseur.

Il sortit un couteau et menaçait Mme d'Angle mettait pas son sac. Ce que la malheureuse fit. Le sac contenait La 8^{ème} B.T. enquête.

L'AFFAIRE DES "BRIGADES R ON A TROUVE UN CH LA DEFENSE DE JOE

GRENOBLE. - Quelques cheveux, découverts le 1^{er} octobre sous les ongles du cadavre de Christian Leroy, vont peut-être permettre à l'enquête sur l'affaire des "Brigades Rouges" de prendre un tour décisif.

Ces cheveux pourraient, en effet, appartenir à Joël Matencio. Ce serait alors la preuve matérielle et décisive de sa participation au meurtre de Christian Leroy.

Jusqu'ici, seules de très lourdes présomptions, concernant notamment la paternité des messages écrits et téléphonés, pesaient sur lui.

Le juge d'instruction, Mlle Blanche Ciabrini, a confirmé, hier matin, que des expertises concernant des cheveux étaient en cours au laboratoire de police scientifique de Lyon.

Ces cheveux, trouvés dans la main de Christian Leroy, a déclaré le juge, sont comparés, depuis la semaine dernière, avec des cheveux de Matencio.

Les conclusions des experts doivent être remises prochainement au magistrat, qui entendra alors à nou-

tre de sant m dernier jusque sortit d 2 au cabler mer la reur d que fe maire au lieu la lett trouve " Brig L'ho l'affair à si bo mal, c tice. ...Ce bre, le déclare fait que publier pertises dont l' Le s' qui vo pires i times, boiter

mise à l'épreuve. **10 décembre 1976 :** après 8 ans de procédure et quinze procès, Fleurence n'a toujours pas été réintégré, Bosc est en liberté, le délit d'entrave persiste... La cour d'appel ne devait examiner cette affaire que le 17 février 1977. Elle a su trouver dans un calendrier chargé une date rapprochée pour examiner cette belle affaire.

Le 2 juin 1971, le sieur Bodouriau dépose plainte avec constitution de partie civile contre X, du chef de coalition en vue d'opérer la hausse des prix, entrave à la liberté des enchères et refus de vente (1).

14 décembre 1976 : huit années après les faits dénoncés, cinq ans après le dépôt de la première plainte, le Parquet n'a toujours pris aucune réqui-

sitions contre les 43 PDG pétroliers inculpés par le juge d'instruction Locques de Marseille.

Cette pauvre liste n'est pas exhaustive. Y-a-t-il un lien entre ces différentes histoires ? Aucun, cela va sans dire... La justice à deux vitesses n'existe que dans la tête de ceux qui dirigent les « officines politiques » que « connaît » le prince Poniatowski. Ceux qui pensent le contraire sont d'infâmes calomnieux. Et ne méritent qu'une chose : le mépris aujourd'hui, la prison demain.

Michel ETIENNE ■

(1) Voir « dossier R... comme Racket pétrolier » Editions Alain Moreau, Juillet 1976.

justice et socialisme

Depuis le début de l'année fonctionne dans le 11^e arrondissement de Paris (177, rue de Charonne) une « boutique du droit ». Tous les samedi matin, une équipe de magistrats, avocats et praticiens du droit assure de 10 h à 12 h des permanences juridiques gratuites à l'attention des travailleurs et personnes de condition modeste pour lesquelles la justice est le plus souvent inaccessible.

Le succès remporté par cette expérience intéressante a conduit les responsables à en faire un premier bilan et à préciser les objectifs qu'ils s'assignent pour les mois à venir.

Pour faire face à l'afflux des personnes qui se rendent toutes les semaines à la boutique du 11^e arrondissement, « Justice et socialisme » a décidé de créer à partir de janvier 1977 de nouvelles boutiques à Paris :

- Agora, 9, rue Pernety dans le 14^e : permanence le samedi de 10 h à 12 h.
- 31, rue Ballu dans le 9^e : permanence les jeudis de 19 à 21 h.
- et dans les Hauts-de-Seine : à Bagneux - Centre Alfa - 7, rue Mozart :

permanence le samedi de 10 h à 12 h.

Autre initiative intéressante, l'association a constitué un collectif d'avocats qui s'engage à pratiquer pour les affaires qui ne peuvent trouver de solution qu'à la suite d'un procès, un barème d'honoraires sans surprise. A titre d'exemple, un divorce « coûtera » de 2 500 F à 5 000 F suivant la complexité de l'affaire, et l'assistance à saisie-arrest sur salaire, 300 F.

Un exemple qui risque de susciter de beaux effets de manche dans le petit monde des auxiliaires de la justice. Un petit monde qui voit grand, trop grand quand on sait qu'actuellement un divorce simple peut coûter de 2 000 F à 7 000 F, sans parler des frais de justice. Certaine Gisèle Halimi en sait quelque chose, au titre de la « cause des femmes » bien entendu*.

bavures policières

Après l'affaire du boulevard de la Chapelle à Paris, encore une petite bavure policière, mais à Lyon cette fois.

* Voir Que Choisir ? de novembre 1976.

Un ouvrier du bâtiment, M. Madini est arrêté par une Simca de la police alors qu'il circule avec deux amis. Quatre pandores en uniformes débarquent les trois malheureux en les tenant en respect avec une mitrailleuse (avec des étrangers, on ne prend jamais assez de précautions !). M. Madini est dans l'impossibilité de présenter sa carte de séjour. Ce crime odieux lui vaut d'être roué de coups au commissariat de la rue de Saix. Diagnostic des médecins : « douleurs abdominales post-traumatiques ; douleurs dorsales au niveau des omoplates ; douleur au niveau du sexe avec rougeur sur le gland ; quinze jours d'incapacité temporaire de travail sauf complications « en égard à la rate et au foie ».

Ce n'est que cinq jours après les faits que la police « accepte » d'enregistrer la plainte de M. Madini. Entre-temps les cogneurs ont essayé de persuader la victime de renoncer à porter plainte.

Nous ne saurions trop conseiller à M. Madini de se constituer partie civile. Comme ça, il sera certain qu'un juge d'instruction sera chargé de l'affaire. Le Parquet est tellement débordé ces temps-ci à Lyon !

briser la chaîne

caisse d'épargne de Paris : élargir la brèche

Onzième semaine de grève des employés de la Caisse d'épargne de Paris (1 500 salariés). TS a posé lundi dernier quelques questions à l'un des animateurs de la lutte, membre du PSU, délégué CFDT. Rappelons que la CFDT représente trente pour cent du personnel alors que le Syndicat unifié (SU), de « tendance » cégétiste, en regroupe soixante-dix pour cent. Le taux de syndicalisation est assez exceptionnel avec 80 % ; expliquant en partie l'âpreté de la résistance face à l'intransigence patronale, notamment face à Jacques Viet, directeur général, plus « royaliste » que le « roi » Hottinguer, président du conseil d'administration. Cette combattivité s'explique aussi par le fait que les grèves précédentes (1973 notamment) ont été victorieuses.

T.S. : Alors qu'il entamait son troisième mois, le mouvement semblait s'essouffler. Pourtant, la lutte a pris un nouveau départ. Comment l'expliques-tu ?

En demandant par voie d'huissier, une rencontre sous trois jours avec le patronat, les syndicats CFDT et SU

ont provoqué indirectement la nomination d'un consultant par le tribunal des référés. Le patronat avait répondu par une contre-sommation irrecevable. C'est la première fois qu'une procédure de ce genre est utilisée à l'occasion d'un conflit du travail.

C'est ainsi qu'ont pu se tenir les

longues réunions du vendredi 10 décembre au cours desquels les revendications ont pu être clairement exposées en présence d'un « témoin ».

Nous avons su rapidement que le consultant estimait parfaitement valables notre exigence relative au maintien de la prime de fin d'année et par conséquent, le droit au paiement des jours de grève. Mais la mobilisation, qui a pu se refaire à la suite de cette initiative, doit son ampleur à sa forme originelle : l'assemblée quotidienne.

Alors que beaucoup spéculait sur la fin prochaine de la grève, l'assemblée du samedi 11 reconduisait cette dernière par 777 bulletins pour et un contre. Ce samedi, on dénombrait 40 grévistes de plus et 8 à 10 succursales rejoignaient la lutte. En fait, les grévistes de la C.E.P. avait enfin la certitude d'avoir ouvert une brèche, malgré l'absence de concessions réelles et de véritables négociations.

T.S. : La brèche s'est ainsi faite sans recourir à des formes plus dures de lutte, l'occupation des locaux ayant été refusés par exemple ?

Les propositions, de la CFDT notamment, en faveur d'une occupation de certains locaux ont été largement battues (20 % pour, 80 % contre), il y a un mois. Mais l'idée a fait son chemin malgré la campagne développée par les délégués du SU, membres du PCF et qui volontairement ont créé un climat de panique, évoquant les provocations qui ne manqueraient pas selon eux. Aussi si le conflit ne trouvait pas rapidement une solution, l'occupation s'imposait, permettant une radicalisation de la lutte et un déblocage de la situation. En outre en se privant de l'occupation, on se prive des moyens de faire participer les grévistes à la lutte d'une façon plus réelle, plus permanente. Comment en effet permettre à une assemblée de huit cents travailleurs de prendre part à la grève ? Nous nous sommes cependant bagarrés pour la mise sur pied de commissions de travail (animation, popularisation etc...) de carrefours, de forums de discussions. Là aussi, nous avons rencontré l'opposition du SU, un SU redoutant les « débordements ». Pour le SU, toutes les propositions soumises à l'assemblée quotidienne doivent être débattues par l'intersyndicale.

L'absence d'un comité de soutien est due aux mêmes causes : la mobilisation limitée aux durées d'assemblées générales, l'absence de commissions, de groupes de travail. Si l'occupation se réalisait, un tel comité deviendrait indispensable, à l'initiative des syndicats.

T.S. : Tu parlais de « débordements ». Comment interpréter cette crainte du Syndicat unifié ?

Tout d'abord, il faut préciser que les militants du PCF — ils sont environ 80 — jouent un rôle à la mesure de leur nombre, c'est-à-dire important. Ils ont surtout axé leur action sur des interventions d'élus (conseillers municipaux, députés) qui faisaient des références de plus en plus nettes à l'échéance de 1978 et du Programme commun. Le PCF distribue presque un tract par jour.

Le PS est assez peu présent. Deux trois tracts en tout, y compris un facsimilé de la « part de vérité » de François Mitterrand, publiée par L'Unité.

L'extrême gauche est morcelée, mais relativement active. Les membres de l'OCI, une dizaine, ne sont pas suivis sur leurs mots d'ordre (tel « l'interlocuteur est au ministère des Finances »). La Fédération anarchiste est également présente. On trouve quelques militants du PC (ML)F, de Lutte ouvrière, de l'OCT qui n'interviennent pas sur le plan politique.

Quant à nous PSU, nous regroupons 7 à 8 militants actifs, sans être toutefois organisés en section d'entreprise. Nous avons renvoyé la question au-delà du prochain congrès. Nous travaillons concrètement avec les deux ou trois membres de la LCR, ce qui nous permet de mettre dans le coup une dizaine de grévistes qui n'entendent pas faire actuellement un choix d'organisation politique.

Malgré notre faiblesse numérique, nos interventions par distribution de tracts inquiètent le PCF, qui y perçoit des propositions stratégiques alternatives à celles du Programme commun.

T.S. : Et les épargnants ?...

Les épargnants ne sont pas hostiles, malgré les désagréments que cela a pu présenter. Nous avons quotidiennement informé les 1 500 à 2 000 personnes qui défilaient longuement devant les guichets tenus par les non-grévistes. Nous avons expliqué les raisons du mouvement et tout l'intérêt qu'il en résulterait pour eux, notamment dans la qualité de l'accueil et du service à travers un renforcement des effectifs. Mais la clientèle de la CEP se monte à environ 1 800 000 déposants. Cela fait beaucoup de monde à informer, malgré nos manifestations répétées.

Propos recueillis
par Michel CAMOUIS ■



Photo Adja Weiss

● **Tour de France des luttes :** c'est le nom du jeu réalisé par les travailleuses et les travailleurs de deux usines participant à la coordination des luttes : SCPC et Copono-Book de la banlieue de Clermont-Ferrand. Avec leurs sections syndicales CGT et CFDT, ils occupent leurs usines depuis juillet 1976, pour la sauvegarde de leur emploi. Copono-Book à Lempdes : 110 ouvriers licenciés, alors que 300 millions AF de commandes étaient en cours de fabrication, dont 120 millions prêtes à être livrées et qui seront jetées !

SCPC à Cournon : 155 travailleurs à la rue, après un dépôt de bilan frauduleux... Alors que le groupe Carnaud, dont elle était la filiale, déclarait dans le même temps 1 milliard 170 millions de bénéfice pour l'année 1975... La restructuration du groupe a été réalisée par Jean François-Poncet... devenu bras droit de Giscard (secrétaire général de l'Elysée) en 1976 l...

Alors méfiez-vous des vitrines des grands magasins, des poupées mystifiant le rôle des femmes, des cos-

cfdt : les soldats oubliés

Le « remplacement » du bureau de l'Union départementale de la Gironde par un collectif désigné par la commission exécutive, afin de préparer un congrès d'ici un an, a été décidé par le Bureau national de la CFDT réuni les 2 et 3 décembre dernier, par 18 voix pour contre 7 abstentions : celles des fédérations et régions signataires du texte de contribution au congrès d'Annecy.

Quel que soit le contenu du dossier consacré « aux difficultés graves dans le fonctionnement démocratique de l'union départementale », cette décision ne peut apparaître comme une simple appréciation de fonctionnement d'une structure. C'est une décision politique qui s'inscrit dans la chasse « au gauchisme et au basisme » entamée par la direction confédérale.

La décision du BN de la CFDT se fonde réellement sur l'attitude de soutien clair qu'a eu l'UD de la Gironde aux comités de soldats et notamment pour la parution de leurs journaux : *Ras le calot* et *Antidote*. Or cette pratique n'est que l'application d'une décision du congrès de l'union régionale Aquitaine de 1975 qui avait appelé ses organisations à soutenir les comités de soldats et à favoriser leur coordination.

un coup d'arrêt

Au congrès confédéral d'Annecy, la direction CFDT a fait adopter vis-à-vis du syndicalisme dans l'armée, une position moins claire que celle qu'a-

vait exprimée E. Maire quand la répression fut menée en décembre contre des militants CFDT. Mais elle s'exprimait néanmoins pour le libre exercice des droits constitutionnels pour la défense des intérêts des appelés et des militaires de carrière. L'UD de la Gironde ne s'est pas contenté de cette position minimale. Elle a été plus active, communiquant d'ailleurs toutes ses décisions, et un rapport de ses initiatives aux instances confédérales à chaque occasion. Celle-ci n'avait d'ailleurs rien trouvé à redire.

En sanctionnant un bureau d'UD pour sa prise de position et son appui aux luttes de soldats au moment où la répression est intensifiée dans les casernes, le BN de la CFDT a pris une grave responsabilité. Celle de manifester sa volonté d'enterrer la liaison réalisée entre les soldats en lutte et une partie des organisations du mouvement ouvrier en décembre dernier. Un coup d'arrêt, un avertissement aux organisations voulant continuer à mener le combat pour les droits syndicaux dans l'armée.

Pourtant le BN a voulu minoriser cet aspect de sa décision, montrer

que ce n'était pas là l'essentiel, que c'était surtout un fonctionnement non démocratique qui la justifiait. Comment les membres du Bureau national, et notamment les responsables de fédérations ont-ils pu juger sereinement de ce fonctionnement (notamment en consultant leurs syndicats affiliés à l'UD de la Gironde), quand on sait que le dossier leur a été communiqué quelques heures seulement avant le vote en BN ?

Commentant cette décision dans une interview à *L'Unité*, l'organe du PS, le responsable du secteur politique, Jacques Moreau, refuse de la

L'Unité, il n'existe pas de « commission des conflits » à la CFDT, c'est finalement le bureau confédéral qui a été seul juge.

centralisme sans démocratie

Or pour qui connaît le fonctionnement de la CFDT, et notamment de ses structures interprofessionnelles, il est parfois difficile d'apprécier, ce qui peut caractériser un « manque de démocratie ». Très souvent la coexis-



qualifier de « suspension », terme qui n'existe pas dans les statuts et que les crises se résolvent à la CFDT par le dialogue. Comme par ailleurs, ainsi que le fait remarquer Moreau dans

tence de structures fédérales et régionales ne va pas sans problème, notamment dans la métallurgie. Les nuances quant à la stratégie syndicale, quant à la pratique varient d'une structure à l'autre. Elles entraînent des conflits, des localismes et parfois un manque de vie des structures interprofessionnelles.

Pourquoi, dès lors, avoir choisi l'UD de la Gironde qui a, par ailleurs, connu un accroissement du nombre d'adhérents assez important ces derniers mois ? La bataille engagée contre tous ceux qui ont des responsabilités syndicales et qu'on qualifie de gauchistes ou de basistes est une bataille politique. Elle se fait sans débat démocratique large, sans tenir compte des votes émis sur des points significatifs contre la résolution présentée par la direction confédérale. Du centralisme sans démocratie.

Est-ce pour préparer l'organisation à certains renoncements, au sérieux, à un appui plus net au PS et à un gouvernement de gauche, qu'aujourd'hui sont dénoncés en priorité ceux qui dans leurs luttes de tous les jours et leurs choix politiques, mènent les luttes les plus significatives du choix autogestionnaire. La réponse est claire avec la suspension du bureau de l'UD de la Gironde. C'est oui.

Mais le mouvement même de la lutte de classe réserve parfois bien des surprises à ceux qui veulent l'orienter vers des objectifs qu'il ne comprend pas.

J.-Y. R. ■

d'autres conflits

tumes de motards voire de CRS ou de petits soldats. Achetez à vos enfants le jeu de la solidarité : 25 F + 5 F d'envoi. Commandes : Georges Sicard, 252, Lac Sud, 63800 Cournon.

● **Noël pour les vieux** : le Noël des vieux vous connaissez ? C'est le petit coup de charité avec le kilo de sucre. Si vous voulez remplacer ce cadeau par autre chose, offrez leur donc *Mathusalem* n° 3 (5 F), le journal qui n'a pas peur des vieux. Ce numéro est plus particulièrement consacré aux femmes et la vieillesse, comment elles ont été éduquées, comment elles deviennent grand-mères, que devient leur corps...

● **Bâtiment** : depuis cinq semaines, les travailleurs d'un chantier de la SGE-SICRA (groupe CGE) sont en grève à Villebon-sur-Yvette. Cette grève vient après celle de Coignet (5 semaines) qui montre que le patronat du bâtiment et des travaux publics qui fait beaucoup de bruit autour de la revalorisation du travail manuel

refuse de prendre en compte les revendications des travailleurs de la profession du bâtiment. Ceux de Villebon se battent pour 1,20 F de l'heure pour tous, la suppression des primes à la tête du client, diverses mesures concernant l'hygiène et la sécurité et le paiement des jours de grève.

● **Durafour** : vient de recevoir une lettre ouverte du syndicat national des impôts lui demandant de publier un démenti aux allégations de Nicoud. Ce dernier avait affirmé le 8 décembre que des primes prélevées sur les fonds secrets de l'Etat étaient servies aux agents des impôts en récompense de leur « zèle et de leur sadisme ».

● **Renault licencié** : c'est ce que confirment les employés du bureau d'études Lepetit, une des 360 filiales de la Régie et dont 114 des effectifs est menacé actuellement d'un licenciement collectif. Mais ce n'est qu'un cas parmi d'autres qui suivent (ACMA : 150 licenciements) ou qui vont suivre (CC, SERI...). En outre ces

licenciements collectifs donnent lieu à des tractations officieuses (échanges de personnel, d'études, de machines) entre les filiales qu'on cherche à démanteler et des sociétés privées à l'affût de machines à récupérer. Ce faisant la Régie use de fonds publics pour alimenter le secteur privé.

● **Rapport du BIT** : un rapport du bureau international de travail publié à Genève début décembre, annonce que les millions de travailleurs qui cultivent des produits aussi largement répandus que le caoutchouc, le sucre, le coton ou le café comptent parmi les plus défavorisés, avec des salaires journaliers inférieur à un dollar (5 F). Exemples : 18 dollars pour les travailleurs agricoles aux USA, 0,71 dollar dans les plantations de thé en Inde, 0,54 dollar en Ouganda. Répression syndicale généralisée, conditions de logements effrayantes, ventes de marchandises aux ouvriers à des prix supérieurs de 15 à 60 % à ceux pratiqués dans les villes voisines. L'esclavage en somme... ■

Saint-Nazaire : tous dans le même bateau

Les Chantiers de l'Atlantique, sont devenus Alstom Atlantique depuis fin septembre. Ils emploient 10 000 travailleurs : 7 000 dans la construction navale : pétroliers géants, méthaniers ; 3 000 dans la mécanique et la chaudronnerie : gros moteurs, turbo-réacteurs, réacteurs nucléaires ; et à l'étude des usines flottantes.

Les Chantiers ont une réputation de luttes dures. Ce fut un lieu de victoires décisives dans le passé. On y mène des combats sur des mots d'ordre difficiles comme la revendication d'augmentations uniformes. Grâce à leur

obstination, les travailleurs de la Navale et de la Mécanique ont une situation enviée dans la région : une certaine sécurité et des avantages non négligeables, mais quand même inférieure à bien d'autres.



Depuis 1956 s'y est généralisée une politique d'accords d'entreprise, renouvelable tous les deux ans puis tous les ans, qui a apporté année après année quelques améliorations malgré une certaine passivité. Les luttes sont devenues moins nombreuses et l'espérance que les accords de fin d'année régleraient les problèmes a contribué à amoindrir la combativité. Sauf à l'approche du renouvellement de l'accord, mais on manque de cœur pour se battre sur des objectifs plus larges.

Or, cette année la direction refuse de renouveler l'accord de 75. Le but est clair : bloquer la progression des salaires alors qu'ils sont déjà en retard de 1,5 % sur ceux de la métallurgie parisienne. Les travailleurs des Chantiers ont riposté en occupant le Bellamy, un super pétrolier de 550 000 tonnes qui devait partir en essais le 7 décembre et ils l'ont rebaptisé « Austérité 76 ». Samedi soir, dès l'annonce de l'ordre d'évacuation 3 000 métallos de Saint-Nazaire se rassemblaient autour du bateau pour parer à toute éventualité. La population se joignait à eux. Le lendemain, la réussite de l'opération portes-ouvertes montre leur popularité (15 000 visiteurs). Lundi matin, ils décident d'évacuer le Bellamy : les marées ne permettent pas actuellement la sortie du navire. Les patrons n'ont donc plus de prétexte pour refuser la négociation (car ils posaient l'évacuation du pétrolier comme préalable).

Dans le même temps, les travailleurs des Forges de l'Ouest, spécialisés dans la réparation navale, ont occupé le Fructidor, autre pétrolier de moindre tonnage, en réparation à Saint-Nazaire. Il s'agissait pour eux d'obtenir des assurances sur leur avenir, alors que, depuis plus de six mois déjà, plane sur eux la menace de fermeture et que beaucoup sont durement frappés par le chômage partiel.

Dans les deux cas, c'est bien le pouvoir politique qui est en cause. Les patrons en effet se retranchent derrière les difficultés économiques dues

à la concurrence : la construction et la réparation navales sont trop chères par rapport aux prix pratiqués par le Japon ou les pays du tiers monde, (l'Afrique par exemple où le gouvernement français participe au financement d'un quai de réparation navale à Dakar). La main d'œuvre y est moins chère.

qui coûte cher ?

En réalité ce ne sont pas les salaires qui augmentent les coûts, les syndicats le montrent bien. La réalité, c'est l'absence d'une politique nationale conséquente des marchés et la volonté politique de faire plier la classe ouvrière. Toute une région est délibérément abandonnée et vidée de ses forces vives par le pouvoir depuis plus de 15 ans malgré la surenchère des promesses de Guichard et consort.

On n'en finirait pas de citer les entreprises disparues ou réduites, de la Senm-Caravelair jusqu'à Eaton, entreprise toute neuve qu'on ouvrira sans doute jamais ses portes aux 800 salariés prévus. Bref, 6 000 chômeurs sur Saint-Nazaire.

L'enjeu des conflits que nous vivons à Saint-Nazaire est, comme à l'EGF ou ailleurs, politique. Par peur d'avoir à l'avouer devant les travailleurs, les patrons choisissent le lock-out.

La section PSU de Saint-Nazaire met en cause directement les pouvoirs publics : elle l'a affiché et elle a écrit au sous-préfet car elle entend aider les travailleurs de toute la région à situer la lutte sur le terrain politique pour dépasser les revendications d'entreprises. La lutte n'aurait-elle pas une autre ampleur s'il s'agissait d'obtenir, non le renouvellement d'un accord d'entreprise, mais une convention collective nationale ? A travers cette lutte, c'est dans tout le pays que se lèveraient les métallos pour mettre en échec les patrons lock-outeurs, le Plan Barre et imposer une autre orientation.

Secteur entreprise
Saint-Nazaire ■

Nantes : la métallurgie en ébullition

Terre de conflits longs et durs contre une bourgeoisie qui a amassé sa fortune sur le trafic des négriers, la région de Nantes et Saint-Nazaire, connaît à nouveau depuis quelques semaines des grèves et une mobilisation ouvrière intense, notamment dans la métallurgie. Ceci s'est traduit par l'occupation du pétrolier Dellamya par les ouvriers des Chantiers de l'Atlantique.

Le conflit risque de devenir, avec la Caisse d'épargne, un des tests de la résistance ouvrière aux mesures et conséquences du plan d'austérité Barre-Giscard. La crise du secteur de la construction navale amène le refus de toute hausse des salaires et des licenciements. Dans la région les ouvriers des Chantiers de l'Atlantique, ne sont pas les seuls à se battre. Ainsi à la SNIAS de Bouguenais (banlieue de Nantes), de nombreuses tentatives de la direction ont visé à réduire l'emploi, conformément aux décisions du plan Soufflet (1975), de dégraissage dans l'aérospatiale.

Ces tentatives se sont heurtées sur Bouguenais à un refus des travailleurs

qui ont, à différentes reprises, fait céder la direction. Depuis le début de l'année, une lutte se menait pour le réembauchage des jeunes qui revenaient du service militaire. En août dernier, un compromis avait été arraché, mais en décembre la direction faisait savoir qu'elle ne réemployait pas tous ceux qui revenaient et déplaçait autoritairement certains de ceux qui étaient réemployés.

Il faut noter l'importance de la détermination ouvrière face à la volonté de contrôle de la CGT et de FO (ainsi dans les AG, les ouvriers ne pouvaient exclusivement se prononcer que sur les propositions de l'intersyndicale). La CFDT est apparue comme la plus com-

bative, mais rien ne s'est passé au niveau de la branche des métaux CFDT, certaines réactions de responsables syndicaux étant des plus fraîches. La grève générale a été votée par 936 pour et 637 contre, le lundi 6 décembre.

La mobilisation a été importante pendant le conflit puisqu'il y avait plus de participants à la fin qu'au début. Un compromis était proposé par la direction et jugé acceptable par les syndicats qui appelaient à la reprise le vendredi matin. Le vote fut le suivant : 1 891 pour et 144 contre. Ce compromis a été présenté comme une victoire par la CGT et FO. La CFDT appelant, elle aussi, à la reprise, reste plus prudente et indique que les garanties obtenues sont des garanties orales et que le combat peut donc reprendre.

Dans d'autres entreprises, une mobilisation, pour la défense de l'emploi en particulier, peut éclater. Chez Carnot-Nantes, 112 licenciements se-

raient annoncés en janvier. Au Chantier naval Dubigeon, condamné à terme à l'abandon, le nombre des intérimaires et sous-traitants a considérablement baissé. Chez Paris SA, le chômage partiel et les mises en retraite anticipées sont « dans l'air ». Dans certaines autres petites usines de la métallurgie, les licenciements se multiplient. Chez Gautier les ouvriers sont en grève depuis plusieurs semaines. Il en est de même chez Sercel.

Ces conflits dans la métallurgie nantaise se déroulent au moment où les fédérations CGT et CFDT de cette branche appellent conjointement les travailleurs à se mobiliser le 5 janvier, date à laquelle doit se tenir la réunion nationale plénière sur l'emploi avec l'UIMM. Ce n'est donc pas seulement dans le secteur public que se déroule la lutte contre l'austérité et le chômage, mais aussi dans le secteur privé.

Y. SPARFEL ■

historique du jouet

Tel un chaton jouant avec une motte de terre qu'il fait sauter en l'air et court pour la rattraper, l'enfant de l'homme de la préhistoire a dû faire rouler des galets ronds, rattraper un fruit tombé de l'arbre, rebondissant au sol... premiers jouets du tout-petit. Plus tard, imitant son père, il a, plus ou moins maladroitement, fabriqué, à sa mesure, arc, arbalète, fronde, pour jouer à la chasse, à la lutte... Car le jouet, complément du jeu, est nécessaire au développement des jeunes : former les muscles, donner de la souplesse, de l'agilité, de l'adresse, aiguïser ses sens...

Puis, très vite, l'homme comprit ce besoin vital pour l'enfant, son désir d'imiter ses parents. Il confectionna les premiers jouets avec les matériaux qu'il avait sous la main : morceaux de bois taillé, lianes, terre glaise séchée au feu... Jouets primitifs qui se perfectionnèrent en même temps que les techniques.

Le premier cheval à roulettes connu date du III^e siècle avant Jésus-Christ : c'est une figurine en argile, provenant des fouilles de Myrina, dans l'île de Lesbos. A Pompéi, on a retrouvé des petits chariots en argile. De l'époque des Pharaons, nous vient un petit canot en bois monté par huit rameurs...

Le besoin d'imitation des enfants, le souci des parents d'éduquer leurs enfants à leur image, firent que les hommes se contentèrent de miniaturiser soit les jeux qu'ils pratiquaient, eux-mêmes, depuis l'Antiquité, soit les objets usuels.

Jusqu'au XVIII^e siècle, les conditions de la vie quotidienne ayant peu évolué, ce sont les mêmes jouets (avec des techniques et des matières différentes) qui ont amusé les enfants de tous les pays du monde : jouets de plein air, instruments de musique (grelots, sifflets, tambours, cymbales, crécelles, flûtes...), marottes, poupées, véhicules divers, soldats... Jouets plus ou moins luxueux suivant qu'ils s'adressent aux enfants des puissants ou du peuple.

au Moyen Age et à la Renaissance

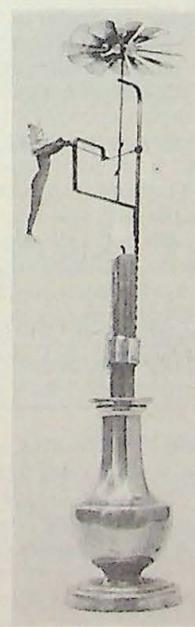
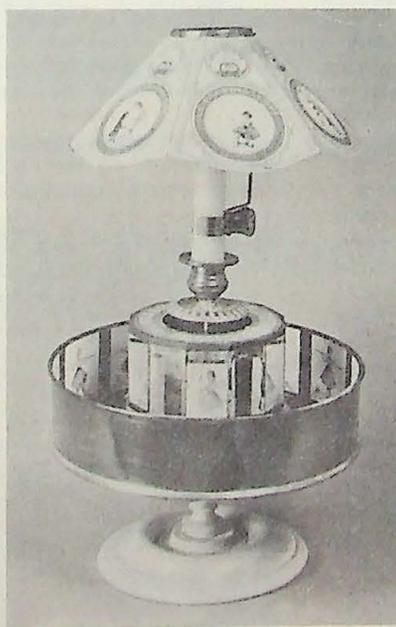
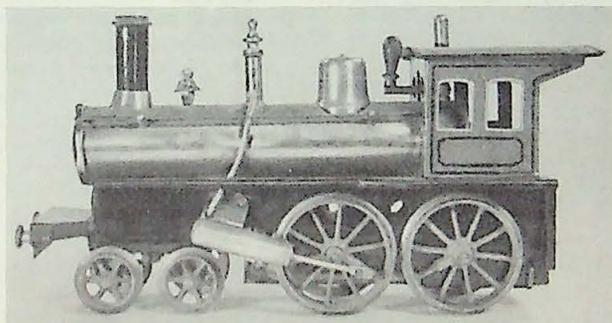
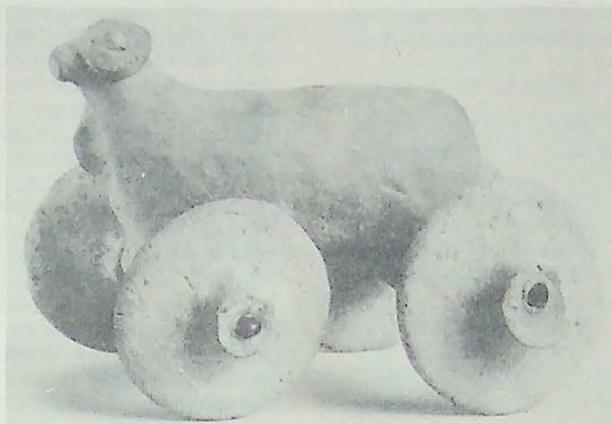
Le peuple, trop misérable, ne pouvait offrir à ses enfants que des jouets si rustiques, qu'ils ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Par contre, les jouets des jeunes princes étaient d'une richesse telle, tant par la matière (argent, vermeil, verre fondu, cire) que par le travail (ciselure, émail) que ce sont de véritables petits chefs-d'œuvres que nous connaissons par les gravures d'époque et par les livres de comptes (en 1670, M. le Dauphin de France reçut en cadeau une armée de trente escadrons de fantassins et cavaliers en carton décoré par un artiste). Ce jouet coûtait trente mille livres !

Les poupées existaient depuis l'Antiquité (figurines de terre cuite, ivoire, jade, ont été retrouvées dans les champs de fouille d'Égypte, de Grèce, à Rome...), mais ce n'est qu'au XV^e siècle qu'apparaissent les premières vraies poupées fabriquées pour les enfants de l'aristocratie.

Déjà, des villes s'étaient spécialisées dans l'industrie du jouet : Nuremberg en Allemagne, fournissait des jouets à l'Europe entière. En France, des centres plus modestes s'implantèrent à Limoges et à Saint-Claude dans le Jura.

XVIII^e siècle...

Siècle de lumière et des philosophes, la société est plus raffinée, les jouets suivent cette transformation, deviennent plus élégants et s'animent. Poupées aux yeux de verre, membres de peau et cheveux peints. Les poupées de cire sont fabriquées pour les enfants riches. Fragiles et luxueuses, elles sont recherchées actuellement.



fin XIX^e et début du XX^e siècle, « Age d'or »...

Avec l'avènement du machinisme, les inventions se succèdent rapidement : chemin de fer, bateaux à vapeur, téléphone, phonographe, automobiles, avions... Pour les enfants c'est la grande aventure, les grands voyages, les émotions devant ces drôles de machines, qui donnent naissance à autant de jouets que les techniques nouvelles (laminage des métaux, fonderie) permettent de réaliser avec une légèreté, une élégance, une solidité jamais égalées. Et l'augmentation du pouvoir d'achat de la bourgeoisie favorise l'industrie du jouet. Une firme anglaise présentait dans son catalogue, en 1913 « quarante-six modèles de trains complets, cinquante-deux de locomotives, quatre-vingt-deux de wagons, huit de ponts, vingt de postes sémaphores, quatre de tunnels, onze de gares, huit de hangars » (1).

Nuremberg fabrique des trains dont la vogue ne s'est pas encore ralentie, et des « soldats de plomb ». Jusqu'à la guerre 14/18, les usines de Nuremberg, Sonneberg — grâce à une habile organisation commerciale, une publicité bien orchestrée et des prix imbattables, ont nettement dominé le marché du jouet dans le monde entier... A l'époque leurs poupées étaient vendues à la douzaine... déjà l'idée des familles nombreuses !

En France, l'industrie est plus modeste, mais non négligeable. Elle cherche à créer surtout de jolis jouets, des poupées fines, d'une grande élégance vestimentaire (vers 1850 les ouvrières de la couture y gagneront de 3 à 4 F par jour). Poupées de porcelaine, aux yeux de myosotis, d'aigue-marine et de jais, aux cheveux d'ange bouclés à l'anglaise... Elles pourraient se nommer Anaïs, Clara d'Ellebeuse ou Pomme d'Anis, comme ces « jeunes filles » de Francis James ! Elles possèdent tout le confort des maisons bourgeoises, tous les plaisirs de la vie de plein air... Bonjour jolies demoiselles !

Toujours, pendant cet « Age d'or », naissent les automates, spécialité parisienne créée par Lucien Bontemps. On ne se lasse pas de contempler ces petites machines merveilleuses et ces petits personnages aux gestes répétés, mais combien ravissants... ainsi que les boîtes à musique « mécaniques, un peu fantastiques » chantées par les Frères Jacques... les jouets musicaux (pianos, gramophones, cages à oiseaux animés...).

Puis vint le cinématographe... C'est au milieu du XIX^e siècle qu'un soir, dans les rues de Paris, un mot faisait vibrer les enfants « Lanterne magique » : boîte en fer blanc, porte-chandelle, miroir concave, lentille... et l'on projetait des images en couleur peintes sur verre. Ensuite, vinrent le zootrope de l'Anglais Horner, le praxinoscope du Français Emile Raynaud, en 1877. Un peu plus près de nous, le fameux Pathé Baby (si recherché) avec ses Félix-le-chat, Beaucitron et les vieux Charlot !

Et comme il n'est pas de divertissement sans jeu de société, évoquons les jouets de papier : chromo, images d'Épinal, (tout pour construire un village, un chemin de fer, un théâtre...) les premiers jouets-images à monter soi-même qui connurent un succès populaire. Jeux de dames, de dés, de l'oie, de courses automobiles, péripéties de la vie moderne, voyages au long cours, batailles navales...

La guerre de 14/18 mit fin pour de nombreuses années à cet « Age d'or » du jouet...

Turnons la page : des sociologues, des écrivains, une directrice d'école maternelle nous parlent du jouet d'aujourd'hui. En dernière page de ce dossier, une petite histoire de l'industrie du jouet après la Seconde Guerre mondiale...

(1) Histoire des joujoux, Pierre Calmettes, 1924.

bonnes adresses

● Musée du jouet - Poissy (78) - 1, enclos de l'Abbaye. 965.06.06 - SNCF Gare St-Lazare/Poissy. (Poupées, jeux, jouets) ; exposition permanente. A partir du 15 décembre : les jouets africains.

● Musée Roybet-fould - Courbevoie (92) - 178, bd St-Denis. 333.30.73 - Métro pont de Levallois. « Le petit monde des poupées ».

● Musée des Arts et Traditions po-

pulaires - Porte Maillot, Paris - route du Mahatma Gandhi - Métro Sablons. 747.69.80. Exposition permanente.

● Musée des Beaux-Arts - Le Havre. Les enfants du temps passé (jusqu'au

15/02/77).

● Ludothèque du Luxembourg, 15, rue du Regard, Paris 6^e (adhésion annuelle 25 F par famille de 1,50 à 3 F par jouet ou jeu emprunté pour 15 jours).

filles ou garçons ?

Dans tous les catalogues de Noël, les jouets sont toujours répartis en « deux catégories » « pour petites filles », « pour petits garçons ». Et si l'on se présente dans un magasin pour demander un jouet selon l'âge de l'enfant, ce qui semble le plus important, le vendeur demande aussitôt : fille ou garçon ?

sélection « filles »

- machines à laver, aspirateurs, cuisines, dînettes... tout ce qu'on appelle la panoplie de la « parfaite ménagère ».

« La « petite madame » au foyer aime un intérieur propre et confortable. Elle vaque à ses occupations ménagères et aide maman avec plaisir. Elle prendra ensuite le temps de faire du tricot ou de la tapisserie ».

- poupées ultra-perfectionnées : l'enfant appuie sur un bouton pour contempler passivement le mécanisme mis en route (la poupée qui pleure, marche, remue les lèvres pour prendre son biberon, fait pipi...).

« C'est l'heure de promener bébé ! Quelle fierté de promener un bel enfant sage et de pouvoir le bercer avec tendresse ».

(Notons que le moment de curiosité est de courte durée et que l'enfant manifeste à ce genre de poupée un certain éternement et désintérêt !)

- panoplies qui encouragent les filles à devenir majorettes, infirmières...

sélection « garçons »

- outils, grues, pelleteuses, mécanismes à démonter et à remonter qui les prépareront à devenir de bons travailleurs.

- panoplies de gendarme, militaire, cow-boy, justicier. « Une joie inépuisable ! ». Pas de poupées, mais des mannequins qui exerceront des activités viriles : la boxe, le karaté, la pêche sous-marine, l'espionnage... Ces personnages super-men possèdent voitures de police, convois militaires, voitures de course.

« L'homme d'action aux 7 tenues. Pour plaire à tous les garçons ! Poupée mannequin masculine entièrement articulée ».

Sur le plan pédagogique, les instituteurs pensent que cette barrière entre les jouets pour filles et garçons est artificielle, qu'elle ne répond pas à un besoin réel des enfants et est néfaste pour leur formation.

Dans les écoles maternelles, où les

enfants sont libres d'aller chercher eux-mêmes le jouet qu'ils désirent, il n'est pas rare de voir des petites filles jouer avec un camion, alors qu'un petit garçon se rendra dans la cuisine miniature, très heureux de faire couler l'eau dans le petit évier pour laver la vaisselle.

Deux écrivains, sociologues, l'Italienne Elena Gianini Belotti (1) et le Français Roland Barthes ont montré comment le jouet conditionne idéologiquement l'enfant.

(1) Elle dirige depuis 1960 le « *centro nascita Montessori* » de Rome, institut professionnel d'Eta.



Photo Tribune socialiste

Elena Gianini Belotti

[...] « Lorsqu'on donne une poupée ou un animal de caoutchouc ou de chiffon à une très petite fille, on ne se contente pas de la lui offrir simplement et de voir ce qu'elle va en faire, on lui montre aussi comment la tenir dans ses bras et comment la bercer ; on ne fait pas à un petit garçon du même âge une telle démonstration de « comment les parents s'occupent des enfants », car, bercer les enfants ne fait pas partie du patrimoine gestuel des manifestations affectives chez les garçons. On voit donc des petites filles de dix, onze mois à peine, qui ont déjà acquis le réflexe conditionné « pou-

pée-bercement » dès qu'on leur donne à tenir une poupée ou un pantin, qu'elles le serrent contre leur poitrine et le bercent. Les adultes, oubliant que ce comportement n'est que le résultat de leurs instructions, crient au « miracle biologique » : si petite, elle a déjà l'instinct maternel, ce qui les remplit de joie car le phénomène est perçu comme le signe tranquillisant de la normalité. Il est très curieux d'observer comment les garçons du même âge qui n'ont pas reçu la formation donnée aux petites filles, tiennent dans leurs bras les mêmes pantins avec des gestes beaucoup plus hasardeux, par exemple en les maintenant tout droit et non pas allongés, en leur passant un bras autour du cou, en leur serrant ou leur écrasant complètement la tête. En tout cas, le geste de bercer est pratiquement toujours absent.

Il est assez fréquent qu'au moment d'aller dormir les enfants demandent à garder avec eux une poupée, un nounours ou quelque autre animal doux auquel ils sont particulièrement attachés ; alors que souvent les petites filles emportent avec elles une poupée, il est rare qu'on le permette aux petits garçons. Si vraiment ils veulent emmener un compagnon pour dormir avec eux sous les couvertures, il faut qu'il soit de leur sexe, poupon ou animal.

Par la suite, on insistera pour que les petites filles continuent à jouer avec leurs poupées, puisque ce jeu est considéré comme un véritable apprentissage de la future fonction maternelle ; le petit garçon qui manifesterait des préférences de ce genre s'en verra dissuadé et sera orienté vers un type de jeux agressifs et compétitifs. [...]

Elena Gianini Belotti, du côté des petites filles, *essai, Editions des femmes, Paris, 1974, 261 p.*

Roland Barthes

[...] « Les jouets courants sont essentiellement un microcosme adulte ; ils sont tous reproductions amoindries

d'objets humains, comme si aux yeux du public l'enfant n'était en somme qu'un homme plus petit, un homunculus à qui il faut fournir des objets à sa taille.

Les formes inventées sont très rares : quelques jeux de construction, fondés sur le génie de la bricole, proposent, seuls des formes dynamiques. Pour le reste, le jouet français signifie toujours quelque chose, et ce quelque chose est toujours entièrement socialisé, constitué par les mythes et les techniques de la vie moderne : l'Armée, la Radio, les Postes, la Médecine (trousses miniatures de médecin, salles d'opération pour poupées), l'École, la Coiffure d'Art (casque à ondules), l'Aviation (Parachutistes), les Transports (Trains, Citroëns, Vedettes Vespas, Stations-Services), la Science (Jouets martiens).

Que les jouets français préfigurent littéralement l'univers des fonctions adultes ne peut évidemment que préparer l'enfant à les accepter toutes, en lui constituant avant même qu'il réfléchisse l'alibi d'une nature qui a créé de tous temps des soldats, des postiers, des vespas. Le jouet livre ici le catalogue de tout ce dont l'adulte ne s'étonne pas : la guerre, la bureaucratie, la laideur, les Martiens, etc. [...] Seulement, devant cet univers d'objets fidèles et compliqués, l'enfant ne peut se constituer qu'en propriétaire, en usager, jamais en créateur ; il n'invente pas le monde, il l'utilise : on lui prépare des gestes sans aventure, sans étonnement et sans joie. On fait de lui un petit propriétaire pantouflard qui n'a même pas à inventer les ressorts de la causalité d'adulte [...]. Le moindre jeu de construction, pourvu qu'il ne soit pas trop raffiné, implique un apprentissage du monde bien différent : l'enfant n'y crée nullement des objets significatifs, il lui importe peu qu'ils aient un nom adulte [...], il crée des formes qui marchent, qui roulent, il crée une vie, non une propriété [...]. Mais [...] le jouet français est d'ordinaire un jouet d'imitation, il veut faire des enfants usagers, non des enfants créateurs.

Roland Barthes, *Mythologies, Paris, éd. du Seuil, 1957, 268 p., coll. Pierre Vives.*

le jouet à l'école maternelle

Le jeu joue un grand rôle dans le développement de l'enfant. Le jouet, support du jeu, doit donc favoriser la créativité. Oui au jeu-élément qui permet de monter au gré de sa fantaisie une maison très plate, une auto à étage, des bonshommes étranges. Mais, de grâce, des plastiques solides, indéformables et bien usinés.

Quelle déception pour un enfant que ces jouets qui s'emboîtent mal, rendant impossible toute construction solide et avec laquelle il ne pourra jouer.

En école maternelle, notre préférence va souvent aux jouets de bois, qui, en plus de solidité, apportent à l'enfant le plaisir du contact avec un matériau noble.

Pour favoriser le jeu d'initiation, nous nous heurtons souvent au problème des jouets trop petits, pas à la taille et trop peu solides pour résister à la maladresse des petits et à de multiples manipulations. Là encore, nous passons beaucoup de temps à les sélectionner et à les adapter. Souvent, il nous arrive de détourner des meubles d'adultes pour cet usage. Enfin, n'oublions pas les jouets que l'on fabrique soi-même avec un peu de tout, tous ces déchets dont notre société industrielle est si généreuse...



jouets militaires et policiers... un problème ambigu

Faut-il les permettre ou les proscrire ? La question est posée depuis longtemps et très controversée. Même des « pacifistes » et des enseignants ne sont plus très sûrs que ces jouets soient dangereux et pensent qu'ils peuvent présenter un dévouement par rapport à une agressivité naturelle.

Cet avis est également l'avis de la Commission du jouet éducatif du ministère de l'Éducation nationale lors d'une exposition en 1966 :

« Réprimer cet instinct de l'enfant pourrait être dangereux, risquerait de le culpabiliser ou de valoriser son jeu ».

Il faut donc laisser l'enfant jouer à la guerre avec les armes qu'il se fabrique, mais ne pas lui offrir une panoplie coûteuse ou une mitraillette très réaliste, ce qui pourrait lui faire croire que ses parents approuvent ce jeu.

La doctoresse Françoise Dolto est encore plus affirmative : « les armes jouets ne sont absolument pas dangereuses dans un milieu éducatif qui ne fait pas d'angoisse à l'imaginaire et qui vit vraiment sa réalité. Les parents qui les refusent agissent au nom de convictions pacifiques qui sont réelles alors que pour l'enfant ce sont des jeux imaginaires (...). Les jeux de revolvers et de fusils ne correspondent pas à la loi qui règne à la maison, mais à celle des soldats que l'enfant sait au service militaire, des guerres dont il a

eu connaissance par l'histoire, des cow-boys qu'il voit au cinéma. Ce sont là des réalités. Si les états ne combattaient plus j'en serais ravie, mais ce n'est pas le cas actuellement. Alors nous n'allons pas élever les enfants pour qu'ils vivent dans un monde imaginaire ».

Il semble que là est l'ambiguïté de cette théorie et Françoise Dolto semble admettre qu'il soit nécessaire de préparer les enfants à cet état de fait que la guerre est partout présente. On tourne en rond.

Un fabricant donne cyniquement dans son catalogue cette petite phrase, comme si une prochaine guerre allait venir :

« Collectionne tous les modèles disponibles de cette série d'engins militaires de la seconde guerre mondiale et guette l'arrivée des nouveaux ».

Le *Réveil socialiste* de la Haute-Marne (1) renvoie la balle : « Il est trop aisé de comprendre combien on conditionne un enfant en lui donnant comme jouets des répliques exactes d'engins de guerre (tanks, avions, mitraillettes). Quelle belle façon de les habituer à l'idée même que l'armée est nécessaire, qu'elle rend un homme viril et courageux, que la guerre est une réalité de notre monde, que l'impérialisme ou l'intervention dans un pays étranger est indispensable au maintien de l'ordre mondial. On n'hésite même pas à mettre sur le marché un mannequin « Action Joe » qui peut posséder tous les accessoires nécessaires pour torturer (le sale viet, le rouge, l'ennemi, intérieur, pourquoi pas ?) ».

Photo Tribune socialiste



Si l'on en juge par les commentaires qui accompagnent la présentation des jouets sur les catalogues, il semble bien que ces jouets guerriers ne sont pas seulement faits pour défouler l'agressivité enfantine, mais pour donner aux jeunes une certaine idée bienveillante de l'armée et des forces de l'ordre :

« Personnes militaires : cinq figurines œuvrent pour la paix et interviennent lors d'incendies de forêts, etc. »

« Les agents de police sont des gens très sérieux... ils stoppent les chauffards, dressent des procès verbaux, arrêtent les voleurs, tirent et communiquent entre eux par radio, maintiennent l'ordre ».

Certaines personnes objecteront que nombre d'enfants qui ont joué à la guerre ne sont pas devenus militaristes pour autant. C'est vrai. Nous avons discuté avec des enfants de douze et quatorze ans ; ils nous ont répondu, avec le sourire attendri de quelqu'un qui se souvient de son enfance : « C'est vrai, nous avons eu des soldats et tout leur matériel, nous avons joué à la guerre entre huit et dix ans, mais maintenant c'est fini ». Si l'un d'eux a gardé ces jouets, comme souvenir, l'autre les a donnés, sans regret. Ces deux enfants sont passionnés maintenant par les constructions de maquettes, les trains, l'électronique, la stéréophonie. Toutefois disent-ils « certains de nos camarades jouent encore avec des soldats, des tanks, des canons... ils sont restés enfants ».

Voilà, quelle sera la proportion de ces jeunes qui resteront marqués par cette propagande ? Suivant l'éducation reçue on peut, pour certaines idées, « rester enfant » toute sa vie ■

(1) *Journal de la fédération PSU de Haute-Marne.*



des écrivains et des jouets...

Aristophane (Les Nuées) :

« Il était encore tout petit et pas plus haut que cela qu'il fabriquait des maisons, taillait des bateaux, construisait des petits chariots de cuir et, avec l'écorce des grenades, faisait des grenouilles à merveille » (Strepsiade parle ainsi de son fils).

Lucien, philosophe grec, né en 125

« Je modelais avec de la cire des bœufs, des chevaux, et par Zeus ! même des hommes ».

François Rabelais :

Les jeux de Gargantua : « puis [...] se lavait les mains de vin frais, s'escuroit les dents avec un pied de porc [...] Là jouoyt... au lansquenet... au cocu... aux eschetz... au marelles... au trictrac... à pimpompet... à cochonnet va devant... à je te pince sans rire... à ventre contre ventre... à rouchemerde... à pet en gueulle... à la brandelle... au bille boucquet... à pille moustarde... aux chiquenaudes... »

Les chevaux factices de Gargantua enfant : « Afin que toute sa vie il fut bon chevaucheur, on lui fit un beau grand cheval de bois lequel il faisait sauter, voltiger, ruer et danser tout ensemble ».

Victor Hugo (Les Misérables)

« Elle n'avait pas encore vu cette poupée de près. Toute cette boutique lui semblait un palais : cette poupée n'était pas une poupée, c'était une vision. C'étaient la joie, la splendeur, la richesse, le bonheur, qui apparaissaient dans une sorte de rayonnement chimérique à ce malheureux petit être englouti si profondément dans une misère funèbre et froide ».

Une poupée nous parle :

« Je suis un jouet en mousse, on me fait parler, prendre un bain... des tas de trucs rigolos ». Par l'imagination et la voix d'une fillette de neuf ans, une poupée, Yéyé Lutinette, répond à nos questions.

Elle fait partie de la vie quotidienne de la petite fille et de la famille. Personnage aux mille facettes, tour à tour enfant, adulte, chef d'entreprise, maire d'une petite ville, extraordinaire poupée vivante, au travers de laquelle la petite fille projette ses sensations, sa vision du monde des adultes et les choses qu'elle n'oserait pas dire elle-même.

T.S. : Mlle Yéyé Lutinette, parlez-nous de vous, vous arrive-t-il des aventures ?

Yéyé Lutinette : Oui, plein, plein... Voyons, voyons... Z'allons à la mer tous les ans. Pour pêcher les crevettes, z'on m'étais mise en maillot de bain, z'on montais dans le filet de ma maman,

zuste à ma taille... et plaff c'était plein de crevettes... mais pour revenir z'on suis montée à dos de méduse... malheur... c'était une méduse rouge... z'on voulait manger mes crevettes mais au contact de la méduse, elles meurent... elles étaient toutes kaputt ! Z'on suis rentrée sur une méduse blanche.

T.S. : Vous allez à l'école ?

Y.L. : Bien sûr z'on va à l'école. Z'on déteste ça... Pouah ! Maiz z'adore le sport, surtout les sports brutaux, z'on suis une petite fille mais aussi un vrai garçon manqué !

T.S. : Avez-vous une autre activité ?

Y.L. : Z'on suis maire de Gluttville et de Glutte-sur-Mer... et puis d'abord pourquoi vous faites une interview ?

T.S. : Nos lecteurs s'intéressent à une personnalité du monde des poupées, à quel-qu'un d'extraordinaire, comme vous...

Y.L. (modeste) : Oh ! bon... I A Gluttville il y a mille habitants, à Glutte-sur-Mer seulement cinq cents... Tout le monde m'adore !

T.S. : Avez-vous des industries ?

Y.L. : Oui. Z'on une usine de raviolis. Pour faire marcher les tapis roulants, c'est drôlement drôle : on met les ouvriers sur des vélos et ils pédalent, ils pédalent... Il y a deux cents ouvriers, bien payés, logés tout près de l'usine... Pour les loisirs, il y a une piscine gratuite.

T.S. : Vous allez vous représenter aux prochaines élections ?

Y.L. : Oui... Z'on sûrement des chances de rester maire.

Interview réalisée avec l'aimable complicité de Claire

L'industrie du jouet

Longtemps restée artisanale, la profession de fabricant de jouets est entrée dans l'ère économique et industrielle française après la seconde guerre mondiale : elle représente aujourd'hui près de 400 entreprises, plus de 18 000 salariés (80 % de femmes), 12 000 ouvriers et 3 000 travailleurs à domicile, un chiffre d'affaires de 1 409 345 098 F en 1975, un montant d'exportations de 275 736 000 F.

Dans la catégorie des « Industries diverses françaises », les jouets occupent le quatrième rang. De cinq mille variétés de jouets au début du siècle, la production se chiffre aujourd'hui à plus de soixante mille pour lesquels la fabrication fait appel aux matières premières les plus variées : le bois (jeux de construction, cubes, perles, coffrets, trains, camions et voitures, etc.), le fer blanc (dinettes, blocs cuisine, salles de bains, etc.), l'acier et le zamac (alliage de zinc, aluminium, magnésium, cuivre) : jeux Meccano, Fischer Technik (engins de chantier, autos miniature, motos, vélos, karting, trains), le cuivre (instruments de musique), le caoutchouc (poupées, roues, pneus), le laiton, fils électriques, papier, carton, peinture (également employés dans la confection des jouets), les textiles (vêtements de poupées, déguisements, animaux en peluche et tissus, marionnettes), les matières plastiques (elles remplacent de plus en plus les matières citées ci-dessus pour tous les jouets — les plus en vogue : Mako, Polybric, Lego, Playmobil et Playbig).

Il est intéressant de noter que la fabrication des jouets, si elle regroupe 39 % des fabricants dans la région parisienne, est principalement concentrée en province : 20 % dans la région Rhône-Alpes, 10 % dans la région du Centre, 10 % dans la région de l'Est, de 2 % à 4 % dans les régions Sud-Est, Ouest, Sud-Ouest et Nord.

Seulement cinq entreprises comptent un nombre important de salariés (+ de 500), vingt (de 200 à 50), 13 (de 500 à 200). Aussi assiste-t-on à des regroupements et créations de GIE (groupement d'intérêt économique), sociétés conventionnées, afin d'essayer de faire face à la concurrence étrangère, au marché national davantage ouvert aux importations, au coût des matières premières, de l'énergie (la crise récente du pétrole a eu des incidences sur la fabrication des jouets en matière plastique), au climat social incertain. Alors que la France exporte pour 275 736 000 F de jouets, elle en importe pour 578 985 000 F. Car de nombreuses nations ont tendance au protectionnisme, même chez certains de nos partenaires européens. L'Italie

nous achète pour 20 740 000 F, alors qu'elle nous vend pour 165 042 000 F; la Grande-Bretagne pour 14 186 000 F contre 64 622 000 F; la R.F.A. enfin pour 70 201 000 F contre 103 346 000 F.

Traditionnellement, les trois derniers mois de l'année représentent 75 % du chiffre d'affaires à la production; on comprend dès lors pourquoi cette industrie doit faire face à un problème saisonnier très contraignant. Alors que dans l'année les enfants reçoivent deux ou trois jouets seulement, entre Noël et le Jour de l'An, c'est une avalanche de dix à quinze jouets offerts par tous les membres de la famille, amis et Père Noël réunis.

des jouets par milliers

Comment répertorier les jouets? Une étude d'Elizabeth Girard, psychosociologue, en donne les grandes lignes :

- **jouets durables**, belle matière, solide, que l'on aura toujours plaisir à reprendre;
- **jouets finis**, à utiliser tels quels ou intégrés dans un univers imaginaire, mais que l'enfant ne peut transformer;
- **jouets transformables**, qui donnent les bases nécessaires à une réalisation faisant appel à l'imagination de l'enfant, c'est celui qui présente le plus d'intérêt pour l'enrichissement de l'enfant;
- **jouets directement nés** de l'imagination personnelle de l'enfant, fait d'un rien : baton, terre, feuille;
- **jouets miracle/étonnement**, trop sophistiqués ou trop gadget, qui se casse vite ou qui, trop beau pour être vrai, seront relégués au magasin des accessoires.

Trop souvent, on offre à l'enfant des jouets qui correspondent mal à son



âge. Lego qui, sans doute, s'est le plus intelligemment penché sur ce problème, édite pour son réseau de vente des fiches-conseil de psychologie enfantine, établies selon les âges, après en avoir débattu avec des psychologues, des médecins, des monitrices, des pédiatres. Nous en faisons ici la synthèse :

- **18 mois** : jouets à pousser et à déplacer;
- **2/3 ans** : jouets à construire, modeler, assembler;
- **3/4 ans** : jouets qui bougent et font du bruit (voitures, machines qui fonctionnent);
- **4/5 ans** : mêmes jouets que pour les 3/4 ans, plus des découpages.
- **5/6 ans** : les enfants jouent de façon plus indépendante (patins à roulettes, corde à sauter); ils copient des modèles avec ces jeux et cubes de construction.
- **6/8 ans** : c'est l'âge où les enfants aiment les outils, pour reproduire trains, bateaux, avions, ou créer des modèles. Les filles s'intéressent aux boîtes « maison de poupée ». C'est l'âge des maquettes et des collections.
- **au-delà...** : jeux d'action et de société, bricolage, modèles réduits, trains électriques, cinéma, chimie, jeux créatifs.

« il est né le divin enfant... »

Ce bon vieux slogan... publicitaire ! fait toujours recette pour les cadeaux de Noël; le Père Noël est un grand P.D.G., qui règne sur tout un immense commerce concentré sur deux mois; les magasins sont pire que le métro aux heures de pointe : bousculades autour des rayons, énervement des enfants trop éblouis par tant de marchandises, énervement des parents : « si t'es pas sage, tu n'auras rien à Noël »; et paff ! une taloche... pleurs, colères... « Chaque fois c'est le même chose », dit le père « l'année prochaine on ira au super-marché du coin »... Visages crispés, irrités des grandes personnes, hypertension des vendeuses des grands magasins, ces « grands coffres à jouets » (comme le dit une publicité).

Le charme du jouet est rompu... jusqu'au jour de Noël où, en famille, les enfants déballeront leurs piles de cadeaux, plus ou moins hautes, car le Père Noël, sous son air bonasse, a oublié d'être « social », le nombre des jouets est proportionnel au salaire des parents, alors... les bas salaires, le chômage... !

Mais, pour tous les enfants, ne serait-il pas plus judicieux de planifier sur l'année ce besoin, cette nécessité des jouets? Industrie, parents et enfants y trouveraient leurs affaires... et leurs plaisirs !

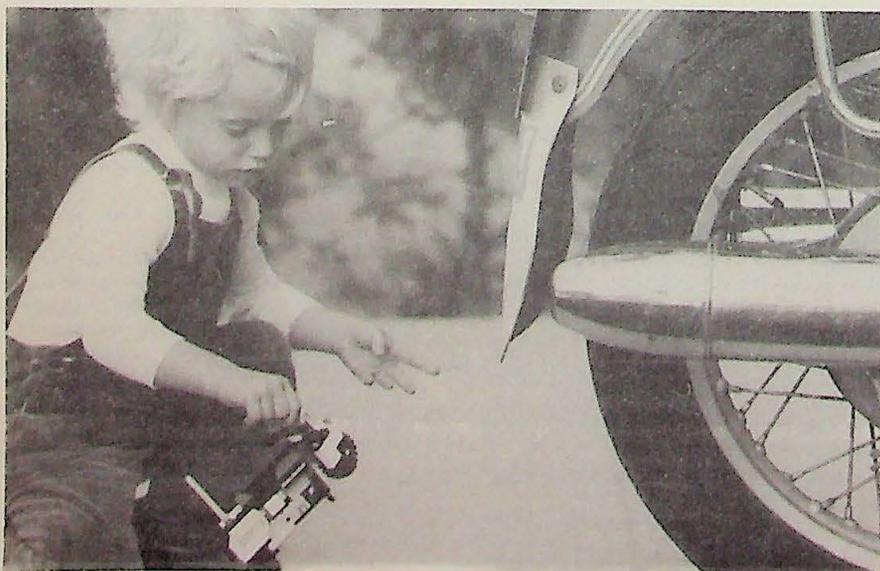
Sources :
— Chambre Syndicale Nationale des Industries du Jouet, 47, bd Berthier, 75017 Paris.
— Service de Presse Lego/Actis, 78, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

des playmobil... et des lego !

A une question posée à une petite fille de neuf ans : « quels sont tes jouets préférés », la réponse est à l'évidence : « des playmobil et des lego ».

La marque commerciale est passée dans le langage quotidien des enfants. Playmobil et Lego, deux des fabricants aujourd'hui les plus originaux. Le premier (plus encore que son « confrère » Playbig) connaît auprès des enfants un succès considérable. Indiens, soldats de la guerre de sécession, cow-boys, personnages quotidiens aux accessoires interchangeable. Ils peuvent être aussi détournés de leur personnalité originelle : ainsi, si les adultes veulent bien s'y intéresser on peut interpréter avec les enfants l'actualité du jour, faire jouer les petits personnages, renverser les rôles : le cow-boy deviendra révolutionnaire en arrêtant le policier-Pinochet, qui sera jeté à la poubelle !

Le second, Lego : une petite brique célèbre. Elle a été créée en 1930 par un ouvrier charpentier danois, victime de la crise économique mondiale, Ole Kirk Christiansen, qui disait vouloir « créer des jouets aussi attirants pour les filles que pour les garçons, pour les enfants que pour les adultes, qui donnent une possibilité d'achats progressifs et morcelés, sans obliger à de grosses dépenses ». La petite brique de bois a fait place à la brique plastique... progrès oblige ! Avec les « Lego » c'est une foule de choses à créer, à construire et reconstruire pour tous les âges de la vie : voitures, avions, bateaux, complexes commerciaux et industriels, trains, machines, villages... Et tout récemment, sont arrivés des petits personnages...



jeux de société... libérale avancée !

Les jeux de société existent de longue date (Monopoly, Long Cours, jeux d'argent et de hasard...). Mais jamais on avait autant que cette année insisté sur leur rôle à inspiration capitaliste !

Si l'on prête attention aux petits commentaires contenus dans les catalogues offerts au public et à la publicité télévisée, on notera ces quelques perles savoureuses :

Millionnaire...
« Devenir PDG, jouer aux courses ou à la roulette... Devenir millionnaire... ou bien faire faillite ».

Pétrole...
« Pour apprendre à gérer une compagnie pétrolière et entrer au Club des Majors du Pétrole... »

« Acquérir des concessions, les exploiter, augmenter son capital... permettant de s'initier à la stratégie commerciale et aux transactions internationales... »

« Devenez capitalistes en achetant des actions... ». « Devenez de grands stratèges... » de la politique et des conquêtes territoriales.

Simple jeu ? La société fera le reste... à moins que... un jour prochain, le « Chomageopoly » des Lip fasse des petits !

les choses de la ville

logements vides à occuper

Le Marais, nouveau quartier à la mode pour les gens qui ont « réussi » est l'un de ceux où le prix du m² est le plus cher : souvent il dépasse 10 000 F le m². Pour contenter ces nouveaux riches, friands de respectabilité et qui se ruent sur le Paris historique, les promoteurs n'hésitent pas à ajouter de nouvelles bâtisses aux vénérables demeures ou à diviser les étages du fait de la hauteur des pièces.

Cette politique de logements de prestige a trouvé un appui constant auprès du conseil municipal de Paris. Cela se traduit par la vente aux enchères du patrimoine immobilier de la ville de Paris et par une politique de restauration, à travers des sociétés d'économie mixte où les intérêts privés prédominent, ce qui est contraire aux intérêts des habitants. Par contre elle est directement au service du rôle que la bourgeoisie veut donner à ce quartier : logements de standing réservés aux couches sociales fortunées, fonctions économiques nobles : commerce de l'art, centre culturel démesuré (musée Pompidou).

la responsabilité de la ville de Paris

L'apogée de cette orientation a été atteinte lorsque l'administration préfectorale a proposé en 1974 au marchand d'art Maeght tout un îlot à res-

taurer à sa guise, sans se soucier du sort des centaines de personnes qui y habitaient, alors que celles-ci avaient apporté le confort dans les logements et que la ville de Paris n'avait pas entretenu les façades et les parties communes.

une famille s'autologe

Cette manière d'agir a provoqué dès cette époque la colère des habitants qui ont commencé à se regrouper dans des comités de quartier, d'îlots ou de défense des locataires. Le besoin d'une lutte commune de créer une force importante contre les promoteurs et la ville de Paris a abouti à la création de l'inter-comité du Marais qui fédère la plupart des associations de base. Son importance oblige le conseil de Paris à reculer dans l'affaire Maeght sans d'ailleurs qu'une politique de restauration au service des habitants soit définie. A l'heure actuelle, la situation dans le Marais est la suivante : 7 000 mal-



Photo Maillac
Manifestation contre l'expulsion dans Le Marais.

logés et 5 000 logements vides, depuis plus d'un an, appartenant à la ville de Paris.

Contre cet état de fait la famille Saada décide de réagir. Ils sont six dans 8 m² et leur aventure pour mieux se loger ressemble à des dizaines de milliers d'autres. Les Saada font une demande de logement social en 1969 après la naissance du dernier enfant en 1968. Ils sont prioritaires depuis 1970. Ne voyant rien venir, ils s'adressent à la mairie en 1973. Le seul résultat concret qui a suivi a été que le député UDR du coin, M. Krieg, leur envoie chaque année ses vœux !

Pourtant leur situation devenait dramatique : le dernier-né, gravement malade est mis en nourrice par l'assistance sociale en 1970 alors que le seul logement qui leur est proposé en 1973 se situe à 30 km de Paris (deux heures de transport). C'est pourquoi cette année, refusant de laisser s'éterniser la situation et voulant vivre avec leur dernier-né, les Saada ont pris contact avec l'inter-comité du Marais. C'est ensemble que la décision d'occuper un logement vide a été prise et mise en application.

Cette action est importante car elle représente la volonté d'une famille de

travailleurs (le mari travaille dans le cuir comme ouvrier coupeur) de refuser la logique du système capitaliste en matière de logements, logique qui aboutit à ce que seules les couches aisées ont le droit de se loger décemment. De plus, cette action a reçu l'encouragement de la population du quartier, comme en témoignent les visites et les lettres que reçoivent les Saada. Dans un quartier en proie à la spéculation foncière et immobilière, il est fondamental qu'une conscience collective de caractère syndical apparaisse dans la population pour dépasser la débrouillardise individuelle qui rend perdant, à coup sûr, les habitants, face à la puissance des promoteurs et des constructeurs qui bénéficient de la complicité de la municipalité parisienne de droite. La manifestation organisée par l'inter-comité du Marais le 9 décembre a été de ce point de vue un succès : plusieurs centaines d'habitants ont défilé en réclamant que les logements vides soient affectés aux mal-logés du quartier et à ceux qui sont victimes d'une expulsion. C'est une première concrétisation du droit au logement pour tous.

J.F. THORAVAL ■

Congrès

Par suite d'une erreur, le texte d'orientation « C » a été amputé de sa dernière partie. Voici cette dernière partie.

La Commission de préparation ■

FONCTIONNEMENT INTERNE DU PSU

Notre but est la reconnaissance du PSU comme parti prenant en compte les contradictions secondes, les mettant en avant dans une ligne clairement prolétarienne. Les principes de base du fonctionnement du PSU s'articuleront donc sur les mots d'ordre « autogestion et contrôle ouvrier », dans le parti.

Le parti est une nécessité, un outil indispensable ; mais avec l'organisation se développe le danger bureaucratique. Pour éviter ce danger, ceci implique de diminuer le plus possible l'appareil politique centralisé, donc de renforcer des secteurs et des régions prenant leurs propres décisions.

Les liaisons horizontales, les compte-rendus, le refus de l'unanimité, le jeu démocratique des cou-

rants internes, sont nécessaires. Par ailleurs, la couche compétente qui par sa formation et sa profession capitaliste, l'information constitue un autre danger pouvant être combattu par :

- un contrôle strict de l'information,
- un changement de style de travail du parti (horaires, temps de parole, « ténors »),
- une formation répondant d'abord aux désirs et aux besoins des exécutants.

Cependant la décentralisation des décisions ne doit pas entraîner la division. La cohésion est assurée par l'unicité d'une ligne claire, précise, véritable guide pour l'action.

Ces principes nous permettent de faire, dès maintenant, un certain nombre de propositions concrètes :

- Créer et développer un secteur

ouvrier-employés assurant la coordination des luttes. Le lancer par des rassemblements régionaux d'ouvriers et d'employés du PSU. Trop de camarades ouvriers sont encore isolés et ce problème n'est pas posé au niveau du secteur entreprise, dans lequel les couches situées plus haut dans la hiérarchie prennent tout naturellement la direction. Le contrôle ouvrier ne doit pas rester un vain mot, tout doit être mis en œuvre pour adopter des axes de lutte qui correspondent à un recrutement ouvrier.

— Mettre en avant la reconnaissance de la double exploitation des femmes face au capitalisme et face aux hommes, privilégier le secteur femme et au sein de celui-ci les femmes ouvrières et employées.

— Réactiver vigoureusement le secteur minorité nationale, car l'antagonisme entre l'Etat centraliste et les différentes nationalités de l'Hexagone se durcit.

Tous les secteurs ouvriers, femmes, minorités nationales, paysans exploités doivent avoir les moyens de fonctionner démocratiquement et élire directement leurs responsables sur des bases claires.

Les directions politiques régionales seront reconnues. Leur rôle sera défini en fonction des conditions locales.

La direction politique nationale sera élue à la proportionnelle des courants. Le congrès fixe à la proportionnelle le nombre des membres de la DPN de chaque courant dans chaque région ; des assemblées régionales fixent ensuite l'attribution nominale des sièges. La DPN comprend obligatoirement des délégués élus des secteurs ouvriers, femmes, minorités nationales, paysans exploités. Sa composition et son mode de fonctionnement doivent garantir le contrôle et la prédominance des exploités.

De l'ensemble de ces propositions sommairement énumérées ici, doit sortir un autre langage, un autre type de débat, un nouveau PSU qui, alignant son fonctionnement interne et ses mots d'ordre sur une base et une pratique clairement anti-exploitations, se renforcera parmi les militants autogestionnaires organisés ou non.

Correspondance : Jean-Yves Roy, 129, bd de l'Europe, 53100 MAYENNE ■

les exclus de l'intérieur

Sonacotra : relancer la mobilisation

« Pas d'amélioration du foyer, pas de hausse du loyer » : ce 31 janvier 1975, les résidents du foyer Romain-Rolland de Saint-Denis refusent l'augmentation de loyer qu'exige la Sonacotra. C'est un coup de semonce pour la société. Une nouvelle majoration pourtant en septembre 1975 : 27 foyers se mettent en grève ; sept mois plus tard, ils sont 56. Dans la région parisienne surtout, mais aussi à Dunkerque, Nancy, Strasbourg, Châlon, Dijon... Le nombre de grévistes, appartenant jusqu'à 16 nationalités différentes, oscille de 12 000 à 20 000 entre septembre 1975 et avril 1976.

Deux organisations inter-foyers centralisent le mouvement à ses débuts. Une coordination cégétiste se constitue autour du foyer Allende de Saint-Denis ; sous-estimant peut-être les possibilités de développement du mouvement, se souciant peu sans doute de cautionner une effervescence qu'elle ne contrôle pas, elle négocie séparément avec la Sonacotra et signe, dès le 1^{er} décembre

redevances, reconnaissance du comité de résidents...) mais laissant inchangé le statut « d'occupant » qu'est celui des résidents.

Mais la majorité des grévistes se retrouve au Comité de coordination, indépendant de toute organisation politique ou syndicale. Composée de délégués élus à raison de deux par foyer, la coordination autonome réclame des négociations globales

versent pour leur hébergement, mais la parité des droits avec les Français en matière de logement. Gagner sur ce point, c'est pour eux en finir avec les restrictions au droit de visite et d'hospitalité, lever les interdits sexuels du foyer, organiser les réunions qu'ils souhaitent sans contrôle, empêcher les intrusions du gérant dans les chambres, mettre un terme aux expulsions toujours possibles sur simple décision administrative... Bref, c'est pour eux changer de vie, retrouver, avec la liberté de choisir et le pouvoir de décider pour soi, la dignité que leur enlèvent le statut d'immigré et le ghetto des foyers.

l'intransigeance

Par trois fois, les 12 décembre, 14 et 31 janvier 1976, la coordination autonome se heurte à l'intransigeance de la Sonacotra qui entend négocier foyer par foyer, émietter les concessions au gré des rapports de forces locaux, négocier cas par cas pour « lâcher » le moins possible. Après le meeting du 21 février 1976 qui réunit à la Mutualité de Paris 3 500 grévistes de 47 foyers, la répression s'abat, venue cette fois du ministère de l'Intérieur : irruptions de la police dans plusieurs foyers, embarquements de résidents menottes au poing comme des malfaiteurs, expulsions de France malgré

grés et de l'union régionale CFDT, et le 1^{er} mai 1976, le Comité participe officiellement au cortège syndical.

Pendant la période qui précède les vacances d'été pourtant, le conflit marque le pas. Découragement? Crainte de perdre les chambres au retour des congés? Peur d'une nouvelle vague de répression? Sentiment de vulnérabilité car on sait que les solidarités extérieures ont tendance à s'évaporer pendant les vacances?... Une trentaine de foyers signent des accords séparés — au demeurant plus favorables que les précédents : les directeurs doivent désormais obtenir l'accord du comité des résidents et, en cas de litige avec ce dernier, recourir au juge pour pouvoir exclure un occupant du foyer (mais l'arbitraire reste la règle en cas de « voie de fait ») ; le droit de réunion est par ailleurs assoupli : les résidents peuvent prendre l'initiative d'inviter des participants extérieurs au foyer. Minces victoires? C'est vrai ; la revendication essentielle — obtenir le statut de locataire — n'est pas satisfaite et les résidents de Bagnolet, qui ont obtenu sa « mise à l'étude », n'en ont toujours pas vu la couleur ; et la Sonacotra n'a toujours pas été contrainte de prouver le bien-fondé des tarifs qu'elle applique. Mais les acquis ne sont pas négligeables, et les loyers « économisés » pendant la grève sont d'autant plus confortables qu'on s'est plus longuement battu : preuve que la lutte paie et qu'à capituler trop tôt on a tout à perdre.

la répression

La rentrée de septembre relance le mouvement. C'est que la Sonacotra infléchit sa tactique : elle lance des procédures auprès des préfetures pour faire homologuer ses tarifs. L'objectif? Faire légaliser en toute hâte les prix illicites qu'elle pratique et qui pourraient mener en correctionnelle ses directeurs généraux ; obtenir des tribunaux le droit de récupérer, par des saisies-arrêts sur les salaires des grévistes, les loyers impayés. Simultanément, la répression reprend : des cartes de séjour ne sont pas renouvelées, des menaces d'expulsion sont de nouveau dans l'air. C'est que le pouvoir craint une résurgence du conflit : le meeting du 23 octobre a fait salle comble à la Mutualité ; 7 nouveaux foyers entrent en grève ; syndicats (CGT et CFDT), partis, organisations d'immigrés... appellent à des rassemblements devant les tribunaux d'instance.

Aujourd'hui, la Cour s'est prononcée : à Montreuil, les saisies-arrêts sur salaires sont autorisés. D'autres procédures sont en cours. Les décisions de la « justice » créent un précédent dangereux à l'heure où les problèmes du logement deviennent, le chômage et la récession aidant, de plus en plus aigus. Pour les travailleurs immigrés. Pour les travailleurs français aussi. Car le conflit de la Sonacotra, quelle qu'en soit l'issue, interpelle l'ensemble du mouvement ouvrier français et, à bien des égards, lui montre la voie :

● Sur le terrain des luttes urbaines d'abord : combien de locataires, d'associations, de comités ont, depuis



Photo Adja

1975, un protocole d'accord qui marque la reprise du paiement des loyers contre la non exécution de l'arrêt d'expulsion prononcé le 21 octobre par la cour d'appel de Paris contre les résidents du foyer Allende. D'autres foyers — à la Courneuve, Bobigny, Elancourt, Strasbourg —, appuyés par la CGT, la CNL ou l'Amicale des Algériens en Europe, négocieront aussi des accords séparés satisfaisant des revendications partielles (prix des

sur l'ensemble des problèmes. Une plate-forme revendicative commune en définit les objectifs : levée des sanctions, réduction et blocage des tarifs de la société, révision du règlement intérieur, qui régit les foyers, et surtout reconnaissance du statut de locataire (ou assimilation du statut de résident à celui de locataire). Noyau dur de la lutte, cette dernière revendication résume les aspirations des résidents : obtenir non pas seulement une réduction de la redevance qu'ils

des dossiers vides (1), mises en demeure de quitter les foyers sous huit jours. Tandis que les députés socialistes s'indignent à l'Assemblée des procédés de M. Poniatowski, que les municipalités communistes de la région parisienne entreprennent des démarches, que les évêques de Nanterre et Saint-Denis protestent, 15 000 travailleurs français et immigrés défilent le 24 avril à Barbès : à l'appel du Comité de coordination, mais aussi des organisations d'immi-

le début des années 70, tenté de combattre les hausses de loyers, l'escalade des charges locatives, les expulsions pour rénovation? Et combien de luttes se sont brisées sur l'individualisme (celui des locataires mêmes; celui de l'entourage, difficile à mobiliser durablement) et sur l'isolement qu'entretiennent les modes d'habitat actuels, sur l'incapacité durable des organisations ouvrières à prendre en charge les revendications sur le cadre de vie, sur les défaillances de la réflexion théorique dans ce domaine et la faiblesse des expériences existantes? Paradoxalement favorisée par la « marginalité » même des immigrés, les conditions de vie identiques qu'imposent les foyers et le règlement intérieur, les rencontres que permettent les locaux communs, la lutte a su, dans les foyers Sonacotra, organiser, coordonner, rassembler autour d'une plate-forme revendicative commune ce qui était éparpillé, divisé par la géographie, le mode de logement, les différences ethniques, la coupure initiale avec les forces ouvrières françaises... Et ce n'est pas un hasard si les revendications avancées par les grévistes de la Sonacotra condensent les mots d'ordre majeurs qui sont ceux des luttes sur l'habitat: droit au logement, qui n'est pas droit à la propriété du logement mais à sa libre jouissance; refus de restituer, sous forme de loyers excessifs, les maigres majorations de salaires arrachées par le mouvement ouvrier dans les entreprises; contrôle des travailleurs sur la qualité des constructions, sur l'aménagement des locaux, sur la gestion et les comptes des propriétaires, sur le montant des loyers et l'affectation des dépenses...

● **Sur le terrain des luttes des travailleurs immigrés aussi**: depuis les batailles contre la « circulaire Fonta-

net » et ses avatars, depuis les grèves de la faim contre les expulsions ou les conflits durs des OS à Pennaroya ou de la régie Renault, combien de progrès ont été effectués! La capacité d'affirmation autonome du mouvement immigré — capacité d'apparition et d'expression publique, capacité d'organisation et de coordination démocratique, clarté aussi dans les mots d'ordre et les objectifs qui ne sont pas seulement défensifs mais avancent des propositions valables pour l'ensemble des travailleurs — s'est imposée; malgré le cadre juridique et politique d'exception qu'applique le régime aux étrangers; malgré la répression; malgré aussi le racisme larvé qu'entretiennent cyniquement un patronat et un pouvoir qui ont pourtant besoin des travailleurs pour survivre et le reconnaissent.

soutenir et comprendre

Non que le mouvement ait surmonté toutes les difficultés: la liaison établie, vaille que vaille, entre les résidents et les structures qu'ils se sont données d'une part, le mouvement ouvrier français d'autre part, n'est pas allée sans problème. En prétendant, à juste titre, lier la lutte des travailleurs immigrés à une lutte plus globale et donner aux comités de foyers l'appui et l'expérience de grandes organisations ouvrières, les syndicats CGT mais aussi CFDT n'ont pas su proposer les formes de soutien qui respectent en même temps la volonté d'autonomie des résidents et de leur coordination. Mais à leur sectarisme parfois, le Comité de coordination a-t-il toujours su répondre démocratiquement?

En exigeant aujourd'hui que le sou-

tien soit « inconditionnel » — non seulement sur la base de la plate-forme revendicative commune, ce qui est correct, mais sur toutes les initiatives actuelles et futures du mouvement —, le Comité n'oublie-t-il pas qu'aucune organisation ouvrière n'a le droit, sous prétexte de « soutien », d'abdiquer sa propre identité? Soutenir, ce n'est pas renoncer à comprendre, à discuter, à expliquer, à proposer, pour se convertir en simple prestataire de services. Au contraire.

Bavure mineure? Non: aujourd'hui, le sort des grévistes de la Sonacotra se joue sur leur capacité à relancer la mobilisation la plus large:

— pour faire échouer l'opération des saisies-arrests sur salaires: sur ce

point qui menace tous les travailleurs, les syndicats doivent se prononcer; l'exemple italien prouve qu'il n'est pas impossible de lier luttes sur l'entreprise et luttes sur le cadre de vie.

— Pour que triomphe enfin la revendication principale des résidents (oubliée quelque peu dans l'affrontement juridique actuel?): troquer leur statut précaire d'occupants contre celui de locataires.

Claude DESLHIAT ■

(1) Le Conseil d'Etat annule d'ailleurs, en juin, la décision prise à l'encontre de l'un des délégués, Mousa Konaté, dont l'expulsion de France avait surpris... même la direction de la Sonacotra!



société nationale « contre » les travailleurs ?

Qu'est donc cette « Société nationale de construction pour les travailleurs » (Sonacotra)? Le droit la définit comme une société d'économie mixte constituée sous forme commerciale dont le principal actionnaire est l'Etat; les prospectus publicitaires la décrivent comme une société sans but lucratif, chargée d'une mission de service public, soucieuse de la promotion, du confort et de l'alphabétisation des migrants; son PDG enfin, M. Claudius Petit, la présente comme une victime de la méchanceté conjuguée des pouvoirs publics, des collectivités locales, de la crise, des résidents et de ceux qui les soutiennent.

● Pour le technocrate de service, la Sonacotra, créée pendant la guerre d'Algérie, est depuis 1962, chargée de loger des travailleurs étrangers (et français). Elle construit donc des logements pour « isolés ». Au total 270 foyers Sonacotra gèrent 73 000 lits dont le taux d'occupation a fléchi depuis 1974: parce que le régime limite désormais l'immigration; parce que les tarifs Sonacotra ont considérablement augmenté en quelques années; parce que le chômage n'épargne pas les immigrés. La

société dispose aussi de cinq filiales d'HLM régionales spécialisées surtout dans la construction de logements familiaux (40 000 environ).

Ses ressources proviennent surtout du Crédit foncier, du Fonds d'action sociale et du ministère du Travail. Le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, les ministères de l'Intérieur, du Travail, de l'Economie et des Finances, la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit foncier, le CNPF, la Société immobilière de la régie Renault, la Fédération nationale du bâtiment, la Fédération régionale des organismes interprofessionnels du logement de la région parisienne sont notamment représentés au conseil d'administration de la Sonacotra.

L'entrée, en octobre dernier, de l'Union nationale interprofessionnelle du Logement, organisme paritaire (patronat-syndicats) chargé du 1% patronal, devrait désormais donner la parole aux organisations syndicales au sein du conseil d'administration. Cette opération, effectuée à l'occasion d'une augmentation de capital destinée à combler le déficit de gestion de la société, n'est pas

dénuée d'arrière-pensées politiques: on jouera le patronat quand il faudra financer, les pouvoirs publics pour légaliser les actions plus ou moins licites de la Maison (par exemple en matière de tarifs), les syndicats pour mieux « réguler » d'éventuels nouveaux conflits.

● Pour le Comité de coordination et les résidents, la Sonacotra ce sont de bonnes intentions proclamées et des réalités moins riantes: des chambres de 4,5 m², 7 m² ou 9 m² accolées deux à deux par de minces cloisons perméables au bruit; des techniques de construction médiocres et des normes de sécurité bafouées; des directeurs de foyer-gardes-chiourmes qu'on a recruté, dix-sept ans durant, parmi d'anciens militaires coloniaux; un personnel d'entretien généralement immigré — femmes de ménage, veilleurs de nuit, barman — mal payé pour un travail ingrat; un règlement intérieur infantilisant et brimant. Et pour couronner le tout, une comptabilité en déroute, une tarification illégale (les prix des prestations de services ont été bloqués du 31 décembre 1971 au 1^{er} mars 1975 — période pendant laquelle plu-

sieurs augmentations ont été décidées à la Sonacotra; quant à celles intervenues après le 1^{er} mars 1975, elles sont supérieures à celles qui sont autorisées), une gestion farfelue enfin, qui explique le déficit de la société et pêche sur quatre points: l'augmentation des loyers, destinée, entre autres, à compenser la baisse d'occupation des foyers accentuée en fait le taux d'inoccupation... et pousse à de nouvelles hausses de tarifs; le prix de journée payée par les résidents correspond à l'hébergement et à des services liés — « l'animation » — sur lesquels les résidents ne sont pas consultés et qui consistent, pour l'essentiel, à faire appliquer un règlement qu'ils récusent; des erreurs en matière de fiscalité et de financement enfin (non-assujettissement à la TVA, financement par le Crédit foncier plus onéreux que le financement HLM) auraient enfin pu être évitées. Résultat: alors que le prix d'équilibre par mois et par lit, déterminé par la Sonacotra, était de 257,46 francs en 1975, les calculs du Comité de coordination l'évaluent à 139,20 francs — soit 40% de moins environ que la redevance versée par les résidents. ■

et pourtant elle tourne...

Europe : le débat est lancé

Premières escarmouches sur l'Europe, l'autre mardi à l'Assemblée nationale. Il s'agissait de ratifier un traité, signé à Bruxelles le 22 juillet 1975, et modifiant les pouvoirs budgétaires du parlement européen. Les socialistes ont voté pour, les communistes contre, certains gaullistes (Debré notamment) s'abstenant. Préfiguration du vote sur l'élection du parlement européen au suffrage universel ? En tout cas le débat est lancé et bien lancé.

Georges Marchais n'a pas manqué de regretter l'attitude des socialistes. « Je m'y attendais » répond en substance F. Mitterrand, qui n'en approuve pas moins le vote des députés de son parti. Le débat public qui s'est engagé entre les deux formations alliées, a toutes les chances, maintenant, sinon d'occuper le devant de la scène, du moins d'y figurer jusqu'au printemps.

Les textes soumis à l'assemblée nationale, le mardi 7 décembre, n'auraient en d'autres circonstances, guère suscité d'intérêt. Ils modifient très faiblement les pouvoirs du parlement européen, mais bien entendu leur vote ou leur rejet prenait une signification particulière en raison du projet d'élection du parlement européen au suffrage universel, qui sera

soumis à l'assemblée nationale dans quelques mois.

mythe ou perspective ?

Le PC a lancé une véritable campagne de dénonciation de ce projet, qui se développe sur deux terrains. D'une part il s'agit de démontrer que l'élection au suffrage universel du parlement européen conduit à un pouvoir supranational et à des abandons de souveraineté, et à récuser cet engrenage au nom de « l'indépendance nationale ». D'autre part il s'agit de démontrer que cette orientation est conforme au programme commun.

Le ton quelque peu chauvin — voire « antiboche » — de cette campagne

(dénonciation des « aéroplanes étrangers » qui nous imposeront leurs décisions, etc.) s'inscrit en droite ligne dans la politique de « socialisme aux couleurs de la France » et de « main tendue aux gaullistes ». Mais elle est également conforme à l'attitude traditionnelle d'hostilité du PC aux projets d'unification politique de l'Europe capitaliste.

Si certaines craintes manifestées par le PC sont fondées — notamment en ce qui concerne l'utilisation qui pourrait être faite du parlement européen contre un éventuel gouvernement de gauche en France — il est permis de s'interroger sur les implications d'une orientation strictement nationaliste. Face à l'internationalisation du capital (qui ne date pas d'aujourd'hui), quelle perspective ouvrir au mouvement ouvrier ? L'Europe des travailleurs est-elle un mythe, comme le disent les intellectuels signataires d'un appel récent, ou une perspective alternative à l'Europe capitaliste actuelle ?

Face aux menaces à peine voilées de rétorsion internationale contre un éventuel gouvernement de gauche, la riposte doit-elle se cantonner à la protection de « l'indépendance nationale » ? Un siècle après Marx faut-il considérer que la solidarité internationale des travailleurs est — elle aussi — un mythe ?

un débat qui élude

Le PS, de son côté, n'a pas caché qu'il voterait pour l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Il affirme, lui aussi, ne pas s'écarter du programme commun, ce qui, il faut bien le dire, n'est pas inexact non plus. D'abord parce que l'éventualité de l'élection du parlement européen au suffrage universel n'y est pas évoqué, ensuite parce qu'on y trouve autant d'arguments pour justifier la position du PCF que celle du PS.

Mais la question principale est, bien entendu, ailleurs. Démocratiser une institution sans pouvoir n'a pas grand sens. Mais les professions de foi « européennes » du PS peuvent être une manière comme une autre de donner des gages aux forces conservatrices et notamment à la bourgeoisie allemande. La pression qui s'exerce sur le parti socialiste — notamment au travers de la II^e internationale — pour l'amener à des concessions va sans doute s'amplifier. Les liens toujours plus étroits avec le SPD allemand, au sein du parlement européen, seront sans doute un des éléments du dispositif visant à

Quoi qu'il en soit, et comme on pouvait s'y attendre, le débat politique engagé à propos du parlement européen, élude soigneusement et occulte les vraies questions de fond, celles qui intéressent les travailleurs : comment, dans le cadre de l'internationalisation croissante des capitaux et des échanges, ouvrir une perspective de type socialiste en France ? Peut-on se dispenser de définir des objectifs de transformation des rapports sociaux et politiques à l'échelle de l'Europe ?

Léo GOLDBERG ■

L'internationale socialiste se réorganise

Un nouveau président (Willy Brandt), quelques nouveaux vices-présidents (dont François Mitterrand), une (encore relative) ouverture vers les pays dits du « tiers monde », une résolution fade qui ne fixe aucune orientation réelle : c'est le bilan apparent du congrès de l'Internationale socialiste qui s'est tenue il y a deux semaines à Genève.

Bilan apparent. Car l'agitation qui règne dans les milieux socio-démocrates est, sans aucun doute, liée aux enjeux internationaux que la situation européenne suscite. De quoi s'agit-il ?

Partis « ouvriers-bourgeois » selon l'expression de Lénine, les partis socio-démocrates sont aujourd'hui soumis à une double pression. D'un côté celle de leurs multiples relations avec la fraction « démocratique » de l'impérialisme, de l'autre celle de la classe ouvrière et des partis communistes.

D'un côté l'intégration accélérée à la gestion des appareils d'Etats en crise, de l'autre une tentative de « renouvellement socialiste ».

C'est de cette double pression (pas nécessairement contradictoire) qu'est née l'idée maintenant très répandue, d'une lutte de tendance au sein de l'Internationale entre socialistes du Nord et socialistes du Sud.

Il y a, certes, un fondement à cette idée : qu'on se rappelle la réunion des PS d'Europe du Sud convoquée l'année dernière par F. Mitterrand ou encore la multiplicité des pressions

exercées par les uns et les autres sur les PS portugais et espagnols. Mais il s'agit moins d'une opposition politique et doctrinale (encore qu'elle existe si l'on se réfère à l'abandon du principe de la lutte de classe par le SPD à son congrès de Baq Godeslergd, principe affirmé par les partis du Sud) que d'une différenciation d'ordre tactique face à des situations différentes.

Souligner ce fait, à son importance. En effet, sans sous-estimer les conséquences de cette différence, la monter en épingle, comme le font certains au sein du PS, risque de semer des illusions.

La politique élaborée à Seillac par le séminaire de la direction du PS, est claire à cet égard. Elle devrait ouvrir les yeux à ceux qui maintiennent le projet d'une transformation de la social-démocratie en « véritable parti socialiste ». En réalité, l'Internationale socialiste s'apprête à jouer son rôle traditionnel : représenter au sein du mouvement ouvrier (et pas seulement en Europe) la défense ultime des intérêts bourgeois.

M.N. ■



Photo AFP
Giscard et Helmut Schmidt.

rumeurs et faux témoignages sur l'Indochine

Depuis leur libération par les forces révolutionnaires, les trois pays d'Indochine font l'objet de rumeurs particulièrement inquiétantes. D'abord centrées sur le Cambodge, ces « informations » alarmantes s'étendent aujourd'hui au Viêt-nam et au Laos. Pas une semaine ne passe sans que la presse ne se fasse l'écho de bruits les plus divers : arrestations en masse, exécutions arbitraires, multiplication des camps de concentration... Si bien que le doute s'installe, même chez les progressistes les plus chevronnés. Les partis de gauche sont invités de toutes parts à prendre rapidement position sur ce problème. Encore faut-il savoir exactement comment se fabrique l'information sur cette partie du monde.

Souvenons-nous : tout a commencé, en France, par un « témoignage accablant » paru en première page du *Figaro*, le 9 mai 1975. Le Docteur Picquart, ancien chirurgien en chef de l'Hôpital Calmette, affirmait : « J'ai vu trois cents cadavres égorgés sur le marché central de Phnom Penh ». Mais, dans le même *Figaro*, le lendemain, force lui était de reconnaître « avoir trop parlé » et « n'avoir jamais vu tout ça ». Et pour cause : il se trouvait déjà réfugié à l'Ambassade de France avec presque tous les autres étrangers ! Deux coopérants français, qui vécurent avec leurs étudiants les premiers jours du nouveau régime, purent ensuite démentir ces rumeurs de carnage (1).

des phrases toutes faites

Une fois les derniers étrangers partis du Cambodge, la principale source d'information concernant ce pays nous vient des nombreux témoignages de Khmers réfugiés en Thaïlande. La vision que ces derniers nous donne du Kampuchea démocratique est véritablement apocalyptique. Il en est de même du Laos raconté par les Laotiens qui ont fui le nouveau régime. Un enseignant de l'école d'agriculture de Vientiane, avec qui j'ai travaillé jusqu'au mois de juillet dernier, s'est réfugié en Thaïlande moins d'un mois après mon départ. De là, il écrit à un de nos camarades communs rentré depuis longtemps à Paris, pour lui demander un certificat d'hébergement, condition nécessaire pour pouvoir être accueilli en France. Dans sa lettre, il affirme que la situation est devenue insupportable au Laos, que les hommes remplacent désormais les buffles pour tirer la charrue, que le régime communiste sépare la femme de l'homme et des enfants, que des cadavres descendent régulièrement le Mékong. Or, cet enseignant vivait à l'école avec sa femme et ses enfants, et aucun témoin n'a vu au Laos un homme ou une femme tirer la charrue ! Certes, les nouvelles conditions peuvent paraître difficiles à tous ces éléments de la petite bourgeoisie

urbaine qui, directement ou indirectement, bénéficiaient autrefois de la manne américaine. Mais les Français encore présents au Laos peuvent aisément témoigner du caractère mensonger des allégations communément propagées par les réfugiés. Alors, pourquoi de telles extravagances ?

Tous ces réfugiés sont en fait parqués en Thaïlande dans des camps dont les conditions d'hébergement sont très souvent déplorables. Soumis au racket quotidien de la police thaï qui se fait payer au prix fort de menus services comme l'achat de timbres ou l'envoi de lettres à l'étranger, ils n'aspirent qu'à sortir le plus rapidement possible. Pour cela, il leur faut être accueillis par un autre pays (France, Etats-Unis, Australie, etc.) et apitoyer au maximum sur leur sort les organisations charitables susceptibles de les prendre en charge. Alors, d'exagérations en exagérations...

L'envoyé spécial du *Quotidien de Paris*, qui a pu pénétrer dans un camp de réfugiés Khmers en Thaïlande, ne manqua pas de souligner, lui aussi, cette « impression de pouvoir faire dire à ces proscrits ce que l'on veut, ou d'entendre des phrases toutes faites ». Et d'ajouter : « D'évidentes contradictions apparaissent, ainsi que des affabulations flagrantes » (2).

des photos à sensation

Autre source d'informations : le *Bangkok Post*, quotidien thaïlandais dont les liens avec la CIA sont connus. Tout le monde a vu en France cette photo : des paysans tirant eux-mêmes la charrue sous la menace d'un Khmer rouge brandissant son fusil mitrailleur AK 47. *Paris-Match*, *Le Point* l'ont publiée en l'accompagnant de commentaires émouvants. Mais qui sait que le *Bangkok Post* est à l'origine de ce document et que ce quotidien est passé maître dans la publication de photos mensongères ? Un exemple. Le 15 juin dernier, les nouvelles autorités procédaient au Laos à un changement de monnaie dans les zones autrefois contrôlées par la droite. Le lendemain, le *Bangkok Post* titra en première page : « Chaos au Laos pour le changement



GIUDICELLI

du Kip », avec, en illustration, une photo d'un nouveau billet de 200 kip sur lequel figurait le portrait de... Ho Chi Minh. Le lecteur comprenait tout seul que le Laos n'était plus qu'une colonie vietnamienne ! Présent à Vientiane, je n'ai bien sûr jamais vu ce portrait sur les billets du nouveau régime. L'objectif réel des Thaïs ? Préparer la population au coup d'Etat fasciste du 6 octobre 1976.

les « erreurs » de l'AFP de Bangkok

Le malheur, c'est que les agences de presse occidentales rediffusent presque systématiquement les rumeurs de Bangkok. Une dépêche de l'AFP du 7 septembre dernier reprend par exemple la déclaration d'un ancien capitaine « neutraliste » lao, réfugié, selon laquelle « les communistes sont déterminés à attaquer la Thaïlande et à libérer les seize provinces du Nord-Est ». Plus grave encore, le correspondant permanent de l'AFP dans la capitale thaïlandaise transforme le 19 avril 1976 une cérémonie religieuse traditionnelle du Laos en une grande manifestation de paysans contre le nouveau régime. L'AFP de Vientiane rectifie aussitôt. De même, le 11 mars, le correspondant de Bangkok affirme qu'un ministre « de la vieille garde Pathet Lao » a disparu de Vientiane et rejoint le camp des contre-révolutionnaires. Or le ministre en question vient récemment d'inaugurer la traditionnelle foire internationale de Vientiane ! On attend toujours le démenti de l'AFP de Bangkok. En octobre, le même correspondant nous apprend que « la religion est condamnée au Laos » et que « les communistes ont décidé de fermer tous les lieux de culte ». Il y a moins d'un mois, un des vice-Premiers ministres présidait encore la cérémonie d'ouverture d'un congrès du clergé bouddhiste ! Quel rôle joue donc Monsieur Joël Henri, correspondant de l'AFP à Bangkok, dans toute cette affaire ?

la palme au Figaro

Ces informations suffiraient à tromper l'opinion publique française. Pourquoi certains journaux en rajoutent-ils ? Point n'est besoin de lire *Minute* ou le *Parisien Libéré* pour découvrir des montages d'affabulations. La palme revient sans doute au *Figaro* : le 26 mai 1976, ce journal publie une photo représentant une femme étendue à terre à côté d'un enfant qui pleure. En légende : « cette photo a été prise en avril 1975, clandestinement, par un habitant de Phnom Penh sur la route de l'exode. En dépit de sa mauvaise qualité technique, son authenticité lui confère une valeur exceptionnelle. La femme qui gît au côté de l'enfant est sa mère, tuée par un petit soldat vêtu de noir ». Mais cette photo a été prise en 1974 par le correspondant de l'AFP à Phnom Penh, la femme n'est pas morte mais pleure son mari mort sous le régime de Lon Nol ! L'auteur de la photo, actuellement en poste à Paris peut le confirmer.

Les faits évoqués ici sont éloquentes. Mais, contre cette campagne d'intoxication, la vérité peut être rétablie en ce qui concerne le Laos et le Viêt-nam. La possibilité qu'on régulièrement des journalistes occidentaux de pénétrer dans ces pays, de discuter avec leurs habitants et de visiter les camps de rééducation, empêche d'ailleurs la droite d'aller trop loin dans la calomnie. Il n'en est malheureusement pas encore de même avec le Cambodge — faute d'observateurs sur place, les doutes resteront permis. Mais la campagne actuelle de la droite n'aurait pas pris une telle ampleur si l'opinion publique avait pu être rassurée à temps. C'est notre rôle de le faire.

Un groupe de Français
au Laos de 1974 à juillet 1976 ■

(1) Phnom Penh libéré, J. et J. Steinback, Ed. Sociales, Paris, 1976.

(2) Le Quotidien de Paris, 14 septembre 1976, p. 8.

Portugal : offensive de droite et crise du PS

La commémoration du coup de force militaire du 25 novembre 1975 a donné lieu, dans tout le Portugal, à de multiples manifestations. Si à Lisbonne, le président de la République, le général Ramalho Eanes, dans un discours, a réaffirmé « le rôle de l'armée dans le processus démocratique portugais », par contre, à Porto, cet anniversaire a pris l'allure d'une provocation. En effet, au côté du général Pires Veloso (de retour de convalescence) se trouvait le major Mota Freitas, ancien chef de la police de Porto (PSP) qui avait été arrêté en septembre dernier, ainsi que certaines personnalités de l'extrême droite impliquées dans un réseau de poseurs de bombes.

Cette nouvelle manifestation de Pires Veloso intervient au moment où se déroule dans l'armée les élections pour les conseils des armes. Les premiers résultats font apparaître, dans l'armée de terre, une poussée de la ligne « opérationnelle », sauf dans les unités d'artillerie où la gauche demeure majoritaire. Dans la marine, deux listes s'opposent : l'une regroupant les militaires ayant « l'esprit du 25 avril » et l'autre les « opérationnels ». De récentes promotions dans l'état-major de la marine indiquent une reprise en main, par l'amiral Souto Cruz, d'un corps d'armée qui préoccupe beaucoup l'OTAN.

L'offensive de la droite militaire coïncide, comme par hasard, avec la crise que traverse à l'heure actuelle le PS. On peut d'ailleurs noter que, depuis le début de la révolution, Mario Soares a poursuivi un seul but : diviser les militaires pour s'emparer du pouvoir (en exemple, le fameux slogan MFA = PC). Mais, pendant les différentes phases de la révolution, il a bien fallu que le PS établisse des alliances tactiques avec ces militaires. Or, pendant la crise de l'été 1975, si le PS a soutenu le **groupe des Neuf**, s'était pour obtenir le départ de Vasco Gonçalves (soutenu par le PCP) et de Otelo (soutenu par les gauchistes). A partir du 25 novembre 1975, le PS a appuyé les militaires « opérationnels » contre le **groupe des Neuf**. Les « opérationnels » désirent effectivement rentrer dans les casernes — et laisser le pouvoir aux civils —, dans la mesure où le projet politique de Soares satisfait les Américains, la CEE et l'OTAN.

Cette offensive de la droite militaire s'est effectuée en deux temps :

En premier lieu, le brigadier Pires Veloso a envoyé une lettre au chef d'état-major de l'armée de terre, le général Roc Viera. Cette lettre, qui fut lue le 7 octobre dernier au CR, relance la polémique qui, paradoxalement, abouti à la création du **mouvement des capitaines**. Une querelle qui oppose les militaires issus du « cadre permanent » et les « miliciens » (hommes qui après leurs études, leur service militaire ont fait carrière dans l'armée). Deux pro-

blèmes sont posés : tout d'abord, la limite du nombre des promotions en grade (majors et capitaines) ; en second lieu, l'intégration définitive des officiers « miliciens » au cadre permanent (au poste de colonel qui permet de commander des unités). Dans les deux cas, le CR est souverain. Mais cela n'a pas empêché vingt-sept officiers du cadre permanent, anciens miliciens, de se réunir clandestinement à Malveï dans la banlieue de Lisbonne, le 21 octobre dernier. Une autre réunion aurait eu lieu à Porto. Ces manifestations, auxquelles participaient une majorité d'officiers proche des thèses « spinolistes », ne sont en fait qu'un prétexte pour condamner l'action du CR.

En second lieu, le discours prononcé le 2 novembre par le major Melo Antunes, lors de la mise en place du Comité constitutionnel, a soulevé une violente polémique. Dans ce discours, le leader de la gauche militaire reprend les grandes lignes de l'allocution prononcée le 26 novembre 1975. « Le MFA lutte en première ligne du combat contre le fascisme et le CR a reçu cette mission principale : défendre le jeune Etat démocratique

contre ceux qui travaillent d'un côté ou de l'autre pour le retour du fascisme ou des formes fascistes du pouvoir politique. »

Le discours de Melo Antunes réaffirme donc l'emprise politique du CR sur la vie de la nation. D'autant plus que le major est, en même temps, chargé de veiller, de son poste de président du Comité constitutionnel, au bon respect d'une constitution progressiste. Cela a provoqué une vive réaction parmi les éléments « opérationnels » du CR. Les quatre représentants de l'aviation ont menacé de les quitter.

Dans la presse de droite, la polémique a porté sur le fait que le président Eanes ne connaissait pas les termes du discours de Melo Antunes. Nous pouvons affirmer que cette version est erronée.

Cette offensive de la droite — qui finalement vise à couper le **groupe des Dix-Sept** de l'influence du **groupe des Neuf** — est significative, dans la mesure où la fraction « atlantiste » des **Dix-Sept** n'est pas très attirée par les thèses « meloantunistes », en particulier dans le domaine de la politique étrangère.

Effectivement, le projet défendu par le Major Melo Antunes ne se trouve pas en total accord, avec le projet d'armée défendu par le capitaine Loureiro dos Santos. Dans la revue de la région militaire de Lisbonne, **Baluarte**, ce capitaine est favorable à un retour vers un plus grand professionnalisme de l'armée portugaise (3). Cet enjeu se retrouve dans le débat que constitue la création de la brigade de l'OTAN. Sera-t-elle commandée par un officier de droite, le brigadier Duarte Silva (commandant militaire de Madeire) ou par le brigadier Francisco Charais, membre du **groupe des Neuf** ?

Mais devant la montée des forces fascistes — facilitée par la crise économique et la paralysie du gouvernement Soares — les militaires opérationnels démocratiques, tout en étant sensibles aux thèses défendues par le capitaine Loureiro dos Santos, se sont rendus compte qu'il fallait soutenir Melo Antunes, pour éviter un retour de la droite musclée au pouvoir. Il faut donc consolider le Conseil

de Francisco Charais : il a été élevé au grade de brigadier, sur décision personnelle de Eanes, contre l'avis de l'aile droite du CR.

contrôler la droite

La marge de manœuvre de la gauche militaire, appuyée par Eanes, reste cependant très mince. Ne voit-on pas en effet, ces derniers temps, des officiers fascistes réintégré leur poste : le colonel Sanches (arrêté le 25 avril 1974) prend le commandement du régiment de cavalerie de Porto ; la promotion au poste de général de brigade de Morgado (arrêté le 11 mars 1975). Ces deux événements ont provoqué la démission d'un des capitaines du 25 avril 1974, Salgueiro Maia, qui commandait le régiment de cavalerie de Santarem. Cette unité de blindés, qui joua un rôle prépondérant dans toutes les phases de la révolution, est cependant considérée comme « sûre » par le général Vasco Lourenço. Quant au capitaine Salgueiro Maia, il vient d'être nommé commandant de la police aux Açores. Un poste délicat.

Plus grave est l'enquête déclenchée sur ordre de Eanes à l'encontre du major Canto e Castro, membre du CR. Le 13 novembre dernier, celui-ci rencontra à Bruxelles (siège de l'OTAN ne l'oublions pas) le leader du FNLA angolais Roberto Holden. Le lendemain, à Londres, il rencontrait Manuel Alves, responsable des relations extérieures de ce même mouvement. Le major Canto e Castro fut chargé de négocier, en son temps, le retour de Spínola au Portugal, et de ce fait était en liaison avec le MDLP. Cette nouvelle mission avait-elle l'aval des services secrets portugais ?

Si l'on ajoute à ces événements, le blocage volontaire de l'appareil judiciaire (guère épuré) vis-à-vis des futurs procès des agents de la PIDE/DGS, et les difficultés rencontrées par les enquêteurs pour démasquer les réseaux d'extrême-droite poseurs de bombes (financés par la CIA), on comprendra l'impatience du CR devant « l'absence » de gouvernement.

Une haute personnalité militaire nous a expliqué récemment la stratégie actuelle définie par l'aile gauche de l'armée. « Nous voulons isoler les leaders de l'aile droite de l'armée, en les coupant de leur milieu ambiant. Cela peut provoquer paradoxalement des promotions. Ainsi, prenez le cas de Pires Veloso : il quitte le commandement de la région Nord, où il pouvait comploter à sa guise ; mais il pourrait être nommé vice-chef d'état-major de l'armée de terre. Une nomination qui reconforterait la droite militaire, mais est en fait honorifique, et place Veloso sous le contrôle direct de Eanes. »

Alain ECHEGUT ■

(1) Voir TS du 23/9/76.
(2) Contrairement aux affirmations du Comité Russel, ce n'est pas le ministre de la Défense, le colonel Firmino Miguel qui a fait arrêter Otelo, mais l'état-major de l'armée de terre. Décision enterrinée par le CR.

(3) Voir l'hebdomadaire portugais O Jornal du 24-30/9/76.



Vasco Lourenço

Fotofib

congrès du PSOE : les fées social-démocrates au rendez-vous

Le 27^e congrès du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) s'est ouvert le 5 décembre 1976 en présence de 4 000 délégués, militants et invités. Cette première journée voit défiler à la tribune Olaf Palme, Willy Brandt, Pietro Nenni, François Mitterrand, Michael Foot, les représentants des partis socialistes du Nord de l'Europe ; un instant, on pense s'être trompé, être à Genève 8 jours plus tôt, mais non, c'est simplement toute la II^e Internationale qui vient tenir sur les fonds baptismaux le PSOE Renovado (renové), le parrainer, soit fraternellement, soit paternellement pour son entrée sur l'échiquier social démocrate européen.

Quelques fausses notes cependant se glissent dans ce concert d'Unité socialiste. Mario Soares est absent, Salgado Zenha dans son intervention salue le congrès mais ne dit mot de l'absence du leader portugais, les militants de base sont déçus. Quand le représentant du Parti socialiste israélien monte à la tribune, les invités Front Polisario, FLN et OLP quittent la salle ; ils reviendront ensuite ; les deux premiers parleront à la tribune du congrès les jours suivants, mais malgré ses nombreuses demandes soutenues par les Fédérations PSOE de Madrid, Seville, Barcelone... l'OLP reste interdit de tribune et organisera une conférence de presse dans le hall de l'hôtel le dernier jour à 14 heures pour exprimer son opinion.

Devant ce déploiement de socialisme la presse espagnole titre « Madrid capitale du socialisme » ; mais quel socialisme se demandent certains espagnols qui réfléchissent ? Celui de l'Allemagne au travers du PSOE ? Willy Brandt reçu par le Roi et le Premier Ministre ne sert-il pas d'intermédiaire entre le PSOE et le gouvernement ? Mitterrand se sentant éclipsé par l'attention portée à W. Brandt, disent les méchants, par prudence peut-être disent les autres, va faire une visite touristique à Séville, non sans avoir dit auparavant dans une conférence de presse qu'avec ce congrès, le PSOE n'est pas certes le seul interlocuteur auprès du gouvernement mais qu'il devient l'interlocuteur privilégié, et, un peu plus tard, qu'il constate que le jeune Felipe Gonzales a l'envergure d'un homme d'Etat.

Dans cette atmosphère d'unité de tous les socialistes à l'intérieur de la seconde Internationale, ressentie durant tout le congrès, les organisateurs ont privilégié sur le plan protocolaire le Parti radical chilien par rapport au Parti socialiste représenté par Altamirano.

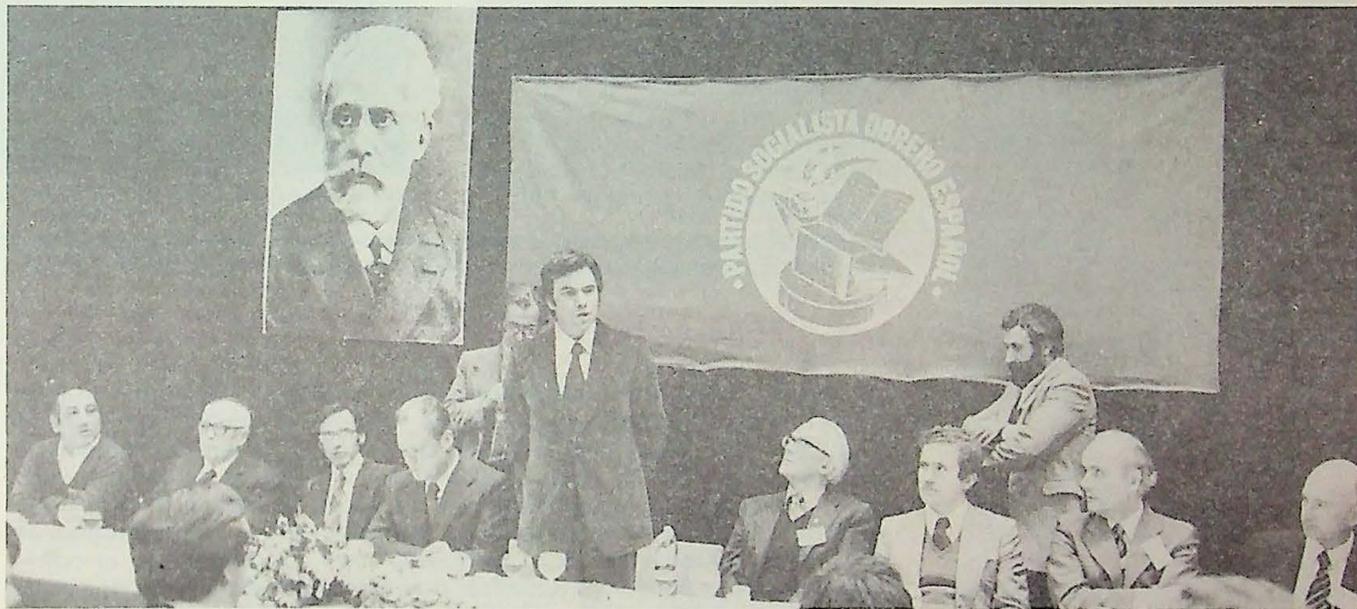
• Au niveau de la vie politique espagnole :

Le PSOE réaffirme son choix pour l'abstention active au référendum, dénonçant le caractère antidémocratique des modalités retenues pour cette consultation (structures du Mouvement). Le PSOE participera aux prochaines élections si les conditions minimales avancées par l'opposition sont respectées. Dans ce cas, il semble bien que le PSOE décide de se présen-

ter avec des listes autonomes.

• En politique extérieure :

Le PSOE réaffirme l'indépendance



Felipe Gonzalez : le petit protégé de Willy Brandt

l'orage couve

Formation en Pologne d'un « comité de défense des ouvriers » qui réussit à rassembler en quelques semaines 600 000 zlotys (30 000 dollars) en solidarité avec les grévistes réprimés ; affaire Wolf Bierman en Allemagne de l'Est, qui voit intellectuels, étudiants et déjà certains ouvriers oser publiquement lutter contre la mesure qui a frappé le chanteur antistalinien. Ces nouvelles manifestations de l'opposition socialiste à la bureaucratie préparent-elles de nouveaux Printemps de Prague ?

C'est en tout cas la grande peur de la direction soviétique. Celle-ci peut faire état actuellement d'un assez bon bilan : sa situation militaire est meilleure que jamais, sur le plan économique les effets dérivés de la crise du capitalisme semblent être, pour un temps au moins, jugulés et une bonne récolte a limité la crise agricole. Sur le plan international elle n'attend pas de grands changements dans ses rapports avec les USA : Carter pendant sa campagne n'a-t-il pas à propos de la Yougoslavie réaffirmé la « doctrine Sonnenfeld » selon laquelle toute intervention américaine cherchant à destabiliser les relations entre l'URSS et les pays de l'Est (son « glacis ») ris-

de l'Espagne à la fois par rapport à l'OTAN et au Pacte de Varsovie. Le PSOE n'exclut pas l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel et direct qui serait l'un des éléments de base d'une « authentique Europe des travailleurs ».

Pour le conflit au Moyen Orient, le PSOE « considère que la juste solution du conflit consiste dans la reconnaissance des peuples palestiniens et israéliens et de leur identité nationale », ce qui paraît toutefois en contradiction avec le refus de parole opposé à l'OLP durant le congrès.

Sur le plan du parti lui-même, le chantage à l'unité a permis d'éliminer les instances dirigeantes, la gauche du Parti, notamment les représentants des Fédérations de Madrid, Alava, Seville... Dans la commission exécutive élargie à 19 membres, on note peu de changement, c'est le triomphe de la ligne modérée. On retrouve aux postes de : secrétaire général : F. Gonzales, secrétaire d'organisation : le sevillan Alfonso Guerra, secrétaire des relations politiques : le basque Enrique

Mugica, le 1^{er} secrétaire de l'UGT : Nicolas Redondo.

Le congrès s'est donné de nouveaux statuts qui, entre autres, reconnaissent implicitement les nationalités, Euzkadi, Galice, Catalogne et Andalousie, à travers la dénomination et les structures du Parti de ces quatre régions. D'autre part, l'ancien comité national devient un comité fédéral, c'est au travers de cette instance que la gauche du Parti compte bien, dans l'avenir, infléchir la ligne modérée de la commission exécutive.

Sur un plan général, ce 27^e congrès du PSOE, qui s'est tenu pour la première fois en Espagne depuis la fin de la guerre civile est une démonstration supplémentaire de l'établissement d'un glacis social démocrate en Europe face au danger croissant que représentent les partis communistes fort en Europe du Sud - France, Italie, Portugal, Espagne - pour les intérêts d'une société néo-capitaliste.

F.M. ■

Madrid 8 décembre 1976

Les difficultés économiques de la Pologne ont abouti à un endettement dépassant 50 milliards de dollars.

La vigueur du mécontentement populaire en RDA s'est exprimé à sa manière dans le fait qu'au moment même où Wolf Bierman était privé de sa nationalité, plus de 100 000 Allemands de l'Est avaient demandé leur visa de sortie en conformité avec les accords d'Helsinki.

Nul doute aussi que l'avancée du mouvement ouvrier des pays d'Europe occidentale, ainsi que l'« Euro-communisme » qui en est un effet, favoriseraient les progrès des luttes antibureaucratiques. Nos responsabilités, et notre solidarité, n'en sont donc que plus nécessaires.

Maurice NAJMAN ■

Adresse du comité de solidarité avec les travailleurs polonais : Cahiers du Cinéma, 9, passage de la Boule Blanche, 75012 Paris. Adresse de l'ambassade de Pologne pour motions, pétitions, etc. : 57, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Adresse de l'ambassade de RDA : 24, rue Marbeau, 75016 Paris.

c'est aussi politique

artistes interprètes : « en attendant Godot... »

M. Edeline, PDG de la SFP (1), a récemment dit, à propos de la grève des Artistes-Interpètes : « Entre les clowns que nous sommes, il est difficile de ne pas prendre les choses d'une façon décontractée ». Vraiment ? Un mouvement frivole ? Alors pourquoi cette grève dure-t-elle depuis plus de quatre semaines, entraînant la suppression de tournages d'émissions dramatiques télévisées et radiodiffusées, amputant les programmes prévus pour les fêtes de fin d'année ?

N'en veuillez pas aux artistes (comédiens, artistes de variétés, danseurs, musiciens...), ils sont, comme tout un chacun, des travailleurs à part entière et refusent l'exploitation à tous vents de leur métier. Depuis plus d'un an, les discussions piétinent avec la SFP (TF 1, A2, TdF, FR 3, INA, Radio France) sur trois revendications fondamentales :

— droit à l'exercice du métier, concrétisé par le volume de production (pourcentage de productions et créations par rapport au nombre global d'heures d'antennes) : c'est la seule garantie d'emploi pour les artistes ;

— droit d'utilisation secondaire (utilisation et exploitation des émissions réalisées) ; avec les nouvelles techniques de l'audiovisuel, les émissions sont rediffusées à l'infini, vendues à l'étranger sans aucune garantie ;

— droit de l'interprète : la convention de Rome reconnaissant ce droit n'a pas encore été ratifiée par la France (déjà quatorze pays du monde et cinq pays européens l'ont signée).

Comme on attend Godot, les artistes français attendent que cette convention internationale soit obligatoirement précédée du vote d'une loi nationale, après quoi il y aura encore du pain sur la planche et tout ne sera pas joué. Cette grève des artistes est sans précédent ; le mouvement est d'une grande unité et fermeté, chacun ayant conscience qu'il s'agit de sa survie.

Mais nos étranges lucarnes et ceux qui l'administrent sont roublards : on visite les cafés-théâtres pour trouver des remplaçants aux comédiens grévistes (les jeunes artistes sont ainsi flattés de passer à la télé ; de plus ils connaissent mal leur droits — et le SFA (2) se charge actuellement de faire une information sérieuse auprès d'eux). On se déplace aussi dans des banlieues lointaines : ainsi, pour le tournage d'une émission-pilote (qui n'est programmée que si elle est sélectionnée... mais vu la crise actuelle, émissions, bonnes ou mauvaises, sont automatiquement inscrites aux programmes), on embauche le tout-venant : une harmonie municipale, une chanteuse locale, une chorale, sans regarder à la qualité ! On fait ainsi feu de tout bois, pour sauver l'honneur !

Les artistes responsables ? Au nom du SFA, Nadine Alari nous dit : « Vis-à-vis du public, nous sommes très conscients qu'il sera lésé. Mais il faut bien comprendre que nous ne

sommes pas responsables de cette situation, que ce sont les sociétés de production qui ont fait durer, depuis plus d'un an, les négociations et ont attendu trois semaines et demi de grève avant de discuter sérieusement. Si elles y avaient mis de la bonne volonté, le problème aurait été réglé durant les deux premières semaines de la grève ».

L'USDA (3) a adhéré au mouvement dès le départ et depuis huit jours, la grève s'est considérablement durcie et des noms aussi inattendus que Mireille Mathieu, Thierry le Luron sont venus s'ajouter à la liste des partici-

pants. Décidément, « il y a quelque chose de pourri au royaume... » du show-business ! puisque de tels artistes s'aperçoivent qu'on les roule sur les rediffusions, les ventes d'émissions à l'étranger, etc.

Le SFA organise des piquets de grève aux portes des studios d'enregistrement pour informer les artistes qui, manquant d'informations, se présentent aux tournages. Un mouvement de solidarité internationale s'est spontanément formé : la Fédération internationale des acteurs, les artistes grecs qui ont stoppé l'arrêt de la production de A2 dans leur pays, la British Actors Equity (syndicat anglais des artistes) ne donnera aucun accord pour la vente en France de leurs pro-

grammes enregistrés... To be or not to be !

Malgré l'intox en cours orchestrée par M. Edeline et les grands médias, il semble peu probable qu'une solution miracle sorte du chapeau du magicien... même « de façon décontractée ».

Au fait, pour jouer depuis si longtemps cette tragi-comédie avec les artistes, les dirigeants de l'ORTF - tartuffes, avaricieux et avaricieux - auraient-ils perdu leur cassette... La Flèche, au secours !

Françoise CLAIRE ■

(1) SFP : Société française de production.

(2) Syndicat français des artistes-interpètes.

(3) Syndicat autonome des artistes.



AGIP Nadine Alari et Serge Baudoin, délégués du SFA.

la survie des comédiens

Au théâtre aussi, les comédiens ont des problèmes de survie, surtout quand ils ne travaillent pas dans une troupe subventionnée ou qu'ils n'ont pas de « nom ». Nous avons demandé à de jeunes comédiens, Christian Rogant et Brigitte Hecquet qui viennent de jouer *l'Alchimiste*, quelles sont leurs conditions de vie et de travail. Ils font partie de la troupe "Théâtre emporté". Cette équipe, entièrement renouvelée, constituée à l'initiative de C. Lulé, regroupe six comédiens et comédiennes, ayant des formations très diverses allant des écoles de cirque, de cours de mime, aux cours d'art dramatique. Tous sont comédiens professionnels.

T.S. : Que signifie aujourd'hui être comédien ?

Christian ROGANT et Brigitte HECQUET : Etre comédien ça signifie quelque chose quand nous pouvons jouer. Ainsi pour *l'Alchimiste* nous avons eu trois mois de travail non rémunéré. Nous avons répété dix heures par jour. De plus nous avons dû prendre en charge nous mêmes toutes les autres tâches, y compris artistiques : affichage, publicité, conception et fabrication des décors.

Nous avons dû assurer nous-mêmes toutes les démarches de promotion avec les mêmes armes que ceux qui ont plus de moyens que nous. Il faut aussi trouver une salle pour pouvoir jouer, dont les loyers soient « raisonnables ». En effet une jeune troupe n'est acceptée dans une salle que sur une certaine réputation, sur la base d'un certain nombre d'entrées possibles.

T.S. : Pour ces représentations de *l'Alchimiste*, comment vous y êtes vous pris ?

C.R. et B.H. : Nous sommes obligés de nous faire connaître sur Paris.

C'est la référence, l'argument de vente pour ensuite pouvoir faire une tournée. Il faut obtenir certaines critiques qui comptent, qui font « la critique » en général, surtout quand on vise un certain public.

Notre cas est exemplaire : nous avons voulu jouer et adapter une pièce de Ben Jonson en comédia dell'arte (expression, masques). On peut juger de la valeur de nos improvisations, de notre adaptation, en un mot du texte, du contenu. Mais de là à faire le silence comme l'a fait la critique, ça nous a désespéré. On parle beaucoup à l'heure actuelle de renouvellement du théâtre « populaire » par la comédia dell'arte. C'est notre objectif.

Nous ne jouons ni dans le genre théâtre d'avant-garde, ni théâtre boulevardier. Notre recherche s'inscrit dans un mouvement qui veut donner au théâtre tout son caractère expressif. Nous pensons que c'est une des bases les plus solides du théâtre professionnel. Ça nécessite d'y consacrer toute sa vie : travail corporel, d'expression, d'attitude, travail masqué, « impros », etc.

Le texte devient à un moment donné non essentiel. C'est le jeu qui le fait passer et non l'inverse. Nous recherchons le rapport direct avec le spectateur. Mais ce rapport, nous ne pouvons l'avoir que s'il y a vraiment des spectateurs...

T.S. : A la suite de ce spectacle, vous avez donc des problèmes de survie ?

C.R. et B.H. : Oui ! Sur cette pièce, payés à la recette, nous ne touchons que 1 000 ou 1 500 F pour cinq mois de travail.

Subventionnés ou non, les comédiens doivent exercer d'autres boulots ayant plus ou moins de rapport avec le théâtre (animation). Ainsi nous avons pu faire quelques « matinées » dans les lycées.

Nous n'avons pas droit à la sécurité sociale car notre rémunération repose sur des critères trop irréguliers. Pour le chômage, il en va de même : il faut avoir joué cent représentations consécutives pour en bénéficier. C'est rare ! Au cas où nous l'aurions, il suffirait de jouer une seule fois pour perdre nos droits.

Avec cette pièce, nous avons gagné à peine de quoi payer nos frais et la location. Voilà notre vie ! Aucun cours de danse, d'acrobatie n'est gratuit. Mais nous continuerons. Notre option est notamment de nous produire dans les comités d'entreprises, les boîtes en lutte. La comédia dell'arte est pour cela un excellent moyen d'investigation de la réalité.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■

points de vue

« A ma droite, Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès des travailleurs immigrés, maire de Briançon, ancien de l'ENA, etc. A ma gauche, Manuel Diaz, Portugais, charpentier, syndicaliste CFDT... » Entre eux deux, le pimpant Bouvard, producteur de l'émission « L'huile sur le feu », qui se promettait bien du plaisir. Thème : « La situation des travailleurs immigrés en France. » C'était lundi soir, à 22 h 50, sur Antenne 2. Cela ne s'est pas passé exactement comme prévu.

Très vite, on croise les fers : Diaz : — « Votre secrétariat d'Etat a été créé pour arrêter et encadrer l'immigration, après les circulaires Fontanet-Marcellin de 1971. » Dijoud : — « Non — Je prends en charge la vie de 4 millions d'étrangers... »

Poli mais coriace sous la dent et très solide sur le fond, le camarade portugais refuse d'entrer dans le jeu : Dijoud n'est pas son tuteur ; lui-même se pose plus en travailleur qu'en immigré. Il ramènera sans cesse les échanges aux vraies questions : les causes profondes de l'immigration ; le rôle et la place indispensable des travailleurs immigrés dans l'appareil de production français ; leur exploitation organisée ; leurs conditions de vie.

Débordé, Bouvard perdra son sang-froid en voulant reprendre les commandes de « son » émission (« vous êtes charpentier, je suis animateur de télévision ! »). Quant au ministre, son sourire « libéral » va bientôt s'estomper, sa bienveillance paternelle s'altérer. Le masque tombe, il ne tarde pas à recourir aux clichés les plus démagogiques, à viser au plus bas, à raccoler. Tout y passe, au mépris des statistiques les plus sérieuses (même gouvernementales). En bref, il dira, ou insinuera, que la France doit à la population immigrée : 1) le déficit de la Sécurité sociale ; 2) la montée de la délinquance ; 3) le surpeuplement des hôpitaux ; 4) la surcharge des classes maternelles et primaires...

N'en croyant pas ses oreilles, Diaz se trouve amené à préciser que les travailleurs immigrés paient des impôts et des cotisations sociales « comme tout le monde », que les travaux qui leur sont réservés sont les plus durs, les plus propices aux accidents et aux maladies graves ; que la construction de logements est largement financée par prélèvement direct sur leurs salaires...

Devant tant d'ingratitude, et ayant épuisé ses cartouches foireuses, Dijoud en arrive à discuter tout bonnement la représentativité de son interlocuteur : « Vous êtes un syndiqué dur... ». Ça, on n'en doute pas ! Le secrétaire d'Etat ne reconnaît pas sur le plateau ses immigrés-à-lui, « qu'il défend et qu'il aime », et « qui sont heureux en France » !

Bouvard aura le mot de la fin : « Il n'est pas mauvais que le débat se termine au moment où il se politise et où l'on abandonne les problèmes humains... ».

Certes, ce genre de joute oratoire ne fait guère évoluer les

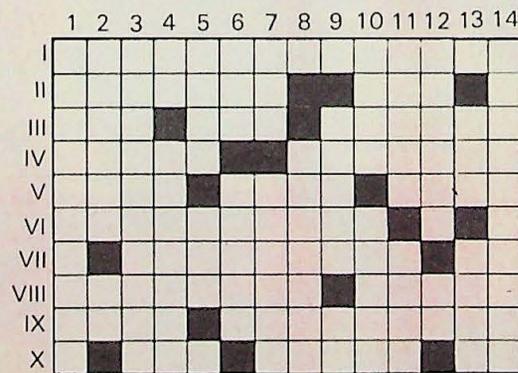
consciences : les camps sont trop tranchés. Cependant, le discours du pouvoir a été, pour une fois, contré avec vigueur et simplicité par quelqu'un qui n'appartient pas au « politic business ». Cela méritait d'être suivi... et noté.

Aux « Dossiers de l'écran » (A 2), mardi soir, « L'Aveu » de Costa Gavras. C'est décidément un film fort et nécessaire. Il est important que soit montré — quelles que soient les réactions diverses de l'« opinion publique » — l'engrenage effroyable de la machination politico-policière ; les mécanismes d'une telle entreprise de dépersonnalisation.

De la foi militante jusqu'au renoncement à l'esprit critique ; du premier

les mots croisés de TS

Problème n° 8



Horizontalement

I. Pour eux, toutes les voies sur la droite sont bonnes pour revenir en arrière. II. Prennent leurs pieds - précéda West sur l'écran. III. Suit Dieu quand ça va mal ! - terme de jeu - un retour précipité. IV. Femme de lettre - recevait. V. Un pilier de l'impérialisme - en fait, c'est du toc ! - prénom. VI. On en a brûlé pour moins que ça ! VII. Peuvent être à la fois fraîches et dénaturées - adverbe. VIII. Figure d'un jeu qui ne profite qu'à l'Etat - quand les rhétoriciens font la morale ! IX. Choisis, mais dans quel état ! - même la neige ne l'est pas. X. Un bon bout de temps - le berceau d'un soutien du nazisme - abonnez-vous !

« s'il vous plaît » adressé au bourreau, jusqu'aux aveux appris et répétés comme le texte d'une farce sinistre... Au nom de la raison d'Etat, du Parti, de la Cause, du Père des peuples ! A coups d'« objectivement » et de « subjectivement » !

Il est aussi important que soit posée — avec la démonstration du « comment ? » — la question du « pourquoi ? ». Pourquoi un régime, un système se réclamant du socialisme engendre-t-il de telles perversions ? Où réside l'origine du cancer ?

Artur London, réservé, retenu, n'interviendra dans les échanges qui suivirent que pour confirmer l'authenticité des faits rapportés et renvoyer à son livre. Son épouse, communiste comme lui, tentera d'expliquer comment les militants de leur génération concevaient le Parti comme une église et en attendaient la vérité révélée. Elle dira aussi comment ces attitudes à l'égard d'un pouvoir monolithique et idéalisé ont pu conduire à accepter les pires aberrations.

Kanapa représentait le PCF. Le verbe traînant mais très maîtrisé, il conviendra volontiers de toutes les erreurs du passé (« on ne savait pas... »). Il s'attachera surtout à souligner les changements et l'ouverture nouvelle de son parti...

On a vu encore, entre autres, vendredi sur FR 3 la seconde partie du « Défi et de l'Enjeu », consacrée aux classes moyennes. Il s'agissait des « cadres » : une catégorie de population aux contours assez mal définis. 25 % des salariés, selon le « politologue » Alain Duhamel. Témoignage de Louis Ducatel, d'un ancien ouvrier « promu », d'un agriculteur plutôt à l'aise, d'un directeur de marketing inscrit au PS. Avec en prime, un petit duel Marcellin-Rocard : les « cadres », on ne sait pas trop ce qu'ils sont mais on se les arrache, par les temps qui courent !

René LANARCHE ■

Verticalement

1. Exigé par les travailleurs - 2. Mis à plat - Cesont des coutumes. 3. Une production souvent recherchée même si elle ne l'est pas. 4. Entrée de cinéma - ce que ceux du I horizontal n'hésitent pas à faire pour reprendre le pouvoir. 5. Valéry, Raymond, le Prince et les autres... on n'y voit qu'eux - pas forcément approuvée. 6. Vieille rogne - privé. 7. Vieux service - une ville qui doit faire rêver Mgr Lefebvre. 8. Ne grince donc plus. 9. Une forme très spéciale de stockage - la moitié du Gers. 10. Debré, selon le « Canard » - du mazout, de la mousse, des bidons et un peu d'eau. 11. Fixai de bas en haut - d'abord troué, tiré ensuite (abréviation). 12. Faut parfois s'en contenter - dans l'huile. 13. Dominé par une « jeune fille » - six balles dans un magasin. 14. ... et pas seulement étatisés !

Solution

Problème n° 7

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	C	A	S	D	E	C	O	N	S	C	I	E	N	C	E
II	O	P	L	A	C	E		Y		R	U	A	S		
III	R	I	C	H	I	S	S	I	M	E	S		M	I	S
IV	R	C		U	M		A	R	B	I	T	R	A	L	E
V	E	U	S		A	N	G	U	I	L	L	E		L	
VI	L	L		L	O	E	N	O	L	O	G	I	E	S	
VII	A	T	R	I	D	E	S		S	E		I	T	A	
VIII	T	E	A		E	U	S		E	T	R	O	I	T	S
IX	I	U	L	E		D	E	S		T	O	N	N	E	S
X	F	R	A	N	C	S		I	L	E	T		A	S	E

sélection TV

Vendredi 17 décembre à 20 h sur France-Culture : émission médiévale d'Igor Barrère *Le Rêve*.

A 20 h 30 sur FR3 : Faits divers : *L'argent de poche*. Abordé sous l'angle de la « circulation d'argent dans la famille ».

A 21 h 30 : Méditerranée : *Venise* 11^e émission. Le rôle d'intermédiaire de certaines villes entre l'Occident et l'Orient.

A 21 h 30 sur Antenne 2 : Apos-trophes : « *Quel avenir pour l'homme* ».

A 23 h ciné-club : *Jean de la Lune*. A voir pour Michel Simon.

Samedi 18 décembre de 14 h 25 à 16 h 20 sur France-Culture : L'horloge dit l'heure, elle ne crée pas le temps. Si les pays pauvres et sous-développés exigent et obtiennent la justice des prix, pour les matières premières, que subsistera-t-il de nos économies d'égoïsme et d'abondance ? A défaut l'homme développé de l'an 2000 sera-t-il un homme gavé, protégé des pauvres par ses armes ?

A 20 h 30 sur FR 3 : *Boris Godonov*. Retransmission lyrique de l'Opéra du Rhin.

Dimanche 19 décembre à 14 h 55 sur Antenne 2 : *L'île au trésor*, film de dessins animés de Hal Sutherland.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : *Le château des Carpathes*, d'après Jules Verne, réalisation J.-C. Averty.

A 22 h sur TF 1 : Variations dans l'espace de Calder.

Lundi 20 décembre à 16 h 55 sur Antenne 2, ciné-club : *Un Américain à Paris*, de V. Minelli, musique de Gershwin.

A 20 h 30 sur TF 1, un film : *Les lumières de la ville* (1930). Le premier long métrage de Chaplin à la télévision.

A 21 h 55 sur TF 1 : *Les contes de Solstice*. Le combat de certains villages pour survivre, leurs trésors, leur particularité. Trois émissions, lundi, mardi, mercredi.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : Yehudi Menuhin. Le temps d'un silence.

Mardi 21 décembre à 11 h sur Antenne 2 : *Le Père Aimable* d'après Guy de Maupassant. Adapté et réalisé par Claude Santelli.

A 16 h 55 sur Antenne 2, ciné-club : *La règle du jeu*, de Jean Renoir.

A 20 h 30 sur Antenne 2, les Dossiers de l'écran : *Tom Foot*. Un film de Bo Widerberg sur une musique de Prokofiev.

Mercredi 22 décembre à 16 h 55, ciné-club : *Le cameraman* avec Buster Keaton.

A 16 h 25 sur TF 1 : Les contes de Béatrice Potier.

A 20 h 35 sur FR 3 : *Jerry-la-grande-gueule*, avec Jerry Lewis.

Jeudi 23 décembre à 10 h 50 sur Antenne 2 : *Le gouverneur de la rosée*, adaptation et réalisation M. Failevic. L'histoire se place entre les deux guerres dans la campagne haïtienne. Très attachant.

A 20 h 35 sur FR 3 : *Les Demoiselles de Rochefort* de Jacques Demmy, musique de Michel Legrand.

A 21 h 30 : *Salomé*, avec l'orchestre philharmonique de Strasbourg.

A 22 h sur Antenne 2 : *Pierre-Jakez-Helias ou la mémoire du lit clos*. Auteur du roman *le Cheval d'orgueil*, il nous fera découvrir une Bretagne vue de l'intérieur, une Bretagne émouvante.

Jeudi 24 décembre à 17 h sur France-Inter : Radioscopie : Don Helder Camara. L'archevêque contestataire du Brésil.

le point sur TS

TS a sollicité de ses lecteurs de multiples efforts. 220 ont répondu au questionnaire du n° 715. Aujourd'hui nous en publions la première partie avec quelques commentaires. Les vôtres seront les bienvenus ! Dans ses prochains numéros, TS fera un point de la campagne, et publiera la seconde partie du questionnaire, qui comporte d'intéressantes suggestions pour le contenu à venir de TS.

Lecteur qui êtes-vous ?

Comment vous procurez-vous TS ?

Les ventes en kiosques et librairies, bien que faibles ne sont pas négligeables et pourraient probablement être développées si la diffusion NMPP était mieux assurée.

Le tableau indique que les abonnements touchent une frange non négligeable de sympathisants.

Abonnement 87 % - Kiosques et librairies 9 % - Vente militante 3 % - Sans réponse 1 %.

A quelle organisation politique appartenez-vous ? (ou de quelle organisation êtes-vous proche ?)

Les sympathisants ou adhérents d'une autre organisation politique le sont tout aussi bien du PC, PS, LCR, anarchistes, ou d'organisations étrangères. (Dans ces deux dernières catégories on trouve quelques anciens membres du PSU.)

PSU 71 % - Sympathisants ou adhérents d'une autre organisation politique 7 % - Autre 6 %.

A quel syndicat appartenez-vous ?

Le taux de syndicalisation est élevé (77 %). Les étudiants sont assez massivement membres du MAS. Près de la moitié des lecteurs de TS sont syndiqués à la CFDT. Les tranches d'âges les moins syndiquées sont les deux premières tranches d'âge.

CFDT 47 % dont SGEN 13 % - MAS 10 % - FEN 9 % - CGT 6 % - CSCV 4 % - Divers 1 % - Non syndiqués 23 %.

Appartenez-vous à un mouvement de masse ?

L'appartenance à la fédération Cornec est la plus forte dans les deux dernières tranches d'âge. Les mouvements de masse autres sont très divers, depuis les comités de quartiers, les associations de locataires, de soutien aux travailleurs immigrés, à Vie nouvelle, la JOC, les ACO.

Cornec 9 % - Autres 17 %.

Age des lecteurs :

Près de 2/3 des lecteurs ont moins de 30 ans. C'est très jeune, si l'on compare à l'âge des adhérents du PSU (seulement 40 % de moins de 30 ans). Il y a probablement un biais introduit par le questionnaire, où comme nous le verrons les ouvriers (15 % du PSU) les femmes au foyer (6 % du PSU) ont peu répondu au contraire des étudiants et lycéens (10 % du PSU).

- 20 ans, 13 % - 21 à 25, 27 % - 26 à 30, 22 % - 31 à 40, 23 % - + 40 ans, 15 %.

Composition sociologique des lecteurs :

Le total fait plus de 100 % du fait de la présence d'étudiants salariés. Malgré « l'empressement » plus grand des intellectuels à répondre au questionnaire, seuls 23 % des lecteurs sont des enseignants.

Enseignement secondaire et supérieur 16 % - Instituteur 7 % - Travailleurs sociaux et sociaux-culturels 5 % - Ouvriers 6 % - Etudiants et lycéens 20 % - Paysans 2 % - Professions libérales et cadres supé-

rieurs 10 % - Techniciens 8 % - Employés et cadres moyens 20 % - Retraités, chômeurs, chercheurs, prêtres, autres 10 %.

Niveau des salaires :

L'importance des sans revenus renvoie au fort pourcentage d'étudiants et lycéens. Les salaires de plus de 4 000 F correspondent aux professions libérales et cadres supérieurs, à une partie des cadres moyens ainsi que des enseignants.

Sans revenus 13 % - Moins de 1 600 F 8 % - 1 600 à 2 500 F 21 % - 2 500 à 4 000 F 31 % - Plus de 4 000 F 17 % - Non réponse 10 %.

Niveau d'études :

Le phénomène de générations est important. Les 12 % des lecteurs qui ont au plus leur brevet sont plus âgés que la moyenne. L'accès à l'enseignement supérieur concerne plus de la moitié des lecteurs de TS.

Primaire 4 % - Secondaire 32 % (dont brevet 8 %) - Supérieur 55 % - Non réponse 9 %.

Quotidiens lus régulièrement :

Le tableau se passe de commentaires. La lecture du Monde est jugée indispensable. Les quotidiens régionaux sont très lus. (Total supérieur à 100 % ; nombreux sont les lecteurs lisant deux ou trois quotidiens).

Le Monde 53 % - Libération 24 % - Rouge 12 % - L'Humanité 7 % - Le Quotidien de Paris 4 % - Quotidiens régionaux et autres 24 % - Aucun 6 %.

Hebdomadaires lus régulièrement :

Près de la moitié des lecteurs de TS lisent Politique Hebdo. Noter l'importance du courant « catholique de gauche ».

Nous ne reproduisons pas ici les lectures de mensuels et revues. Car c'est d'un véritable foisonnement dont il s'agit : depuis Politique aujourd'hui à cfdt aujourd'hui, Que choisir ? au Peuple français et La Recherche... Notons qu'un nombre non négligea-

ble se satisfait de la lecture de TS (manque de temps pour d'autres lectures).

Politique Hebdo 40 % - Syndicalisme Hebdo 25 % - Hebdo TC 18 % - Le Nouvel Observateur 20 % - Autres (Canard enchaîné, Charlie Hebdo, Télérama, etc.) 10 % - Aucun hebdomadaire 10 %.

Autres publications du PSU lues :

Régulièrement : PSU-Doc 37 % - Critique socialiste 30 % - Luttes 11 % - Germinal 10 % - De temps en temps : PSU-Doc 21 % - Critique socialiste 15 % - Luttes 5 % - Germinal 5 %.

19 % des lecteurs de TS ne lisent aucune de ces publications. Adhérents ou non-adhérents du PSU, les lecteurs de TS sont fortement attirés par les publications du PSU, suivant le degré d'adhésion : on lira toutes les publications périodiques du PSU ou simplement Critique socialiste et PSU-Doc, ou rien d'autre que TS.

En conclusion, le lecteur de TS est en général proche du PSU ; nous devons certes nous en féliciter, mais cela appelle deux remarques : les sympathisants du PSU sont lecteurs de TS en nombre insuffisant (poids dominant des adhérents PSU, faible part de la vente militante et kiosques) ; les lecteurs « inorganisés » qui trouvent en nous une expression politique du courant autogestionnaire sont peu nombreux.

Si TS veut vivre, être une expression politique de ce courant, être un outil de développement de l'autonomie du PSU, c'est parmi eux que nous devons trouver de nouveaux lecteurs.

Une large diffusion de TS, la qualité de sa présentation et de son contenu, la bonne perception de la politique du PSU par les lecteurs de TS en sont les conditions. Mieux diffuser TS, c'est d'abord assurer le succès de la campagne d'abonnements. Quant aux autres points, la deuxième partie du questionnaire (qui paraîtra prochainement) fournit d'intéressantes pistes.

jusqu'au 31-12-1976 Tribune socialiste propose

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

FORMULE 1		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F
FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	140 F
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	
FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	170 F
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n°)	30 F	
LUTTES (10 n°)	20 F	
GERMINAL (10 n°)	10 F	
	230 F	

TS offre :

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)

confrontations



ALAIN MOREAU

LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 30.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

Abonnements nouveaux :
1150
depuis le début de la campagne

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F
1 an 100 F Ci-joint versement CCP¹ CB¹
Formule 2 : 140 F à l'ordre de :
Formule 3 : 170 F TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage
« r... comme racket... » 30 F (1) Rayer la mention inutile

TOTAL : F